

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

Le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

LUNDI 9 MAI 1977
N° 445 1,50 F

Belgique 15 FB
Commission Paritaire 56 942

Lire en page 12, la suite
de notre enquête :
Le temps qu'on nous vole

Besançon :
un modèle
de transports ?

DJIBOUTI

Au carrefour des rivalités impérialistes

Aujourd'hui, après le référendum, Djibouti est indépendante. Cette victoire, acquise par les luttes du peuple et non pas octroyée comme le prétend Giscard, est déjà menacée. D'une part, l'impérialisme français compte bien maintenir sa base militaire. D'autre part, l'URSS, qui arme actuellement l'Éthiopie, cherche à se servir des ambitions et des difficultés de la dictature du Derg pour s'implanter dans cette région d'une grande importance stratégique au carrefour de la mer Rouge et de l'océan Indien.

(LIRE NOTRE ARTICLE EN P.8)

● Giscard et Chirac

Paris sur l'avenir du gouvernement

P. 3

● PS :

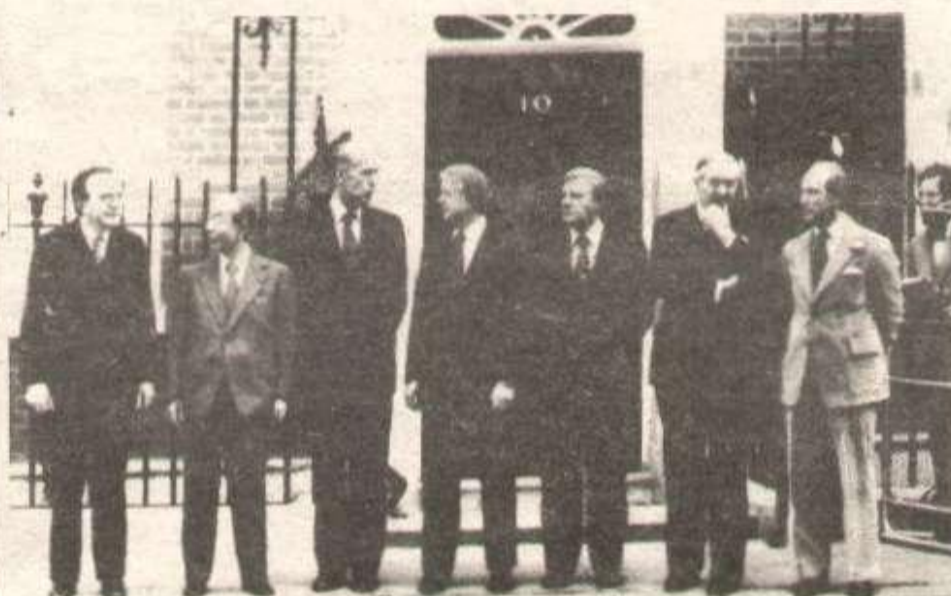
L'unité n'est pas faite

p. 3

SOMMET DE LONDRES

CARTER MAINTIENT SES EXIGENCES

UNE HARMONIE QUI SONNE FAUX



Giscard d'Estaing, le président américain Jimmy Carter, le chancelier Ouest-allemand H. Schmidt, le premier ministre anglais J. Callaghan et le premier ministre canadien P. Trudeau.

Pour le moment, à l'issue du sommet qui a réuni autour de Carter, à Londres, les chefs d'État d'Allemagne, de France, de Grande Bretagne, du Japon, d'Italie, et du Canada, les déclarations officielles se conforment à une harmonie et un optimisme de façade. Il est vrai que les huit chefs d'États capitalistes, qui ont déjà mis quelques

vingt millions de travailleurs au chômage, ont selon Callaghan, constitué une «banque d'idées» contre le chômage !

Mais la vague des déclarations n'a pas réussi à étouffer les fausses notes : le sommet aurait décidé de bannir tout protectionnisme. Mais Giscard, interrogé, a aussitôt souligné qu'il faudrait quand même «organiser la liberté du commerce international».

Sur les questions brûlantes de l'industrie nucléaire qui opposent de front les États-Unis à l'Allemagne et à la France, il semble clair qu'aucun accord n'a pu être conclu.

Le monde capitaliste occidental en crise voit s'accroître le poids des exigences US et du même coup ses contradictions.

(LIRE NOTRE DOSSIER P. 6 ET 7)

Une voix dans le désert

Quand le ministre de la Coopération vient rassurer les techniciens français chargés d'exploiter le fer de Mauritanie :

— TF1 : Vous avez l'impression que les Français après votre visite sont rassurés ?

— Galley : Dans les semaines qui viennent, les efforts que fait le gouvernement mauritanien et les mesures de sécurité qui me paraissent adaptées au problème me semblent de nature à rassurer nos compatriotes.

— TF1 : 700 Français, il y a un mois, 75 aujourd'hui, 50 au maximum demain, ça veut dire que les Français quittent cette mine ?

— Galley : Oui, pour prendre leur congé, comme leur a suggéré le gouvernement mauritanien...

— TF1 : Ils étaient assez traumatisés ?

— Galley : Ils le sont.

Galley a aboyé. Voilà qui n'arrêtera pas la détermination des combattants du Polisario et des travailleurs mauritaniens.

Le RPR prépare l'après 78

DÉMAGOGIE FASCISANTE A MONTBÉLIARD

Le 23 février 1976, interpellé sur le chômage à TF1, Chirac explique qu'un chômeur qui ne trouve pas de travail comme ajusteur, c'est vraiment qu'il ne cherche pas. Il était premier ministre, il y avait déjà plus d'un million de chômeurs.

Vendredi soir à Montbéliard, ce même Chirac ose affirmer : «Le droit au travail doit entrer dans les faits, et c'est pourquoi je vous propose pour les années qui viennent de dire solennellement non au chômage».

Les années qui viennent ? Chirac montre le bout de l'oreille ; il prépare ouvertement, si la gauche accède au gouvernement, l'utilisation des chômeurs comme masse de manœuvre contre le gouvernement de gauche, espérant renouer avec les traditions de la droite la plus réactionnaire qui manipulait les chômeurs avant la dernière guerre.

Les travailleurs écarteront de leur chemin ces démagogues : la lutte contre le chômage, ce n'est ni l'affaire de la gauche qui prévoit nettement, aux dires de ses responsables, qu'il y aura après un an de gouvernement PS-PC au minimum un million de chômeurs ; ni l'affaire de la droite dont la politique chaque jour secrète le chômage à grande échelle.

Le seul moyen de faire reculer le chômage, c'est la lutte, les travailleurs d'Usinor-Thionville et de nombreuses villes de France l'engagent.

(LIRE NOTRE ARTICLE EN P.4)

LA CGEE ALSTHOM DOIT CÉDER TOTALEMENT !

- Provins : Victoire
- Saint Ouen : le mouvement s'étend
- Ivry : vers une seconde grève

Provins, Ivry, St Ouen, autant d'usines du trust Alsthom, autant de luttes qui s'y déroulent, certaines depuis plusieurs semaines, soit avec arrêt total du travail soit sous des formes larvées, par l'organisation de débrayages quotidiens.

Ce combat opiniâtre de milliers de travailleurs d'un même trust montre la voie à suivre et vient de porter ses premiers fruits : à Provins, ils ont gagné ! Dans les autres usines, forts de cette première victoire, les ouvriers poursuivent la bataille contre le blocage de leurs salaires !

(LIRE NOTRE ARTICLE EN P.5)

POLITIQUE

La résistance gaulliste

LA RECONSTRUCTION DE L'APPAREIL D'ÉTAT

1975 : le gouvernement de Giscard décide que le 8 mai 1945 ne sera plus fête nationale.

1977 : du RPR au PCF, en passant par le parti socialiste, toutes les formations en quête d'électeurs cherchent à donner un éclat particulier à leur célébration de la défaite de l'Allemagne nazie. Giscard lui-même, en voyage à Londres, se rend au siège de la «France Libre» où travaillait De Gaulle.

Ce qui aura été le plus remarquable, ce dimanche, c'est certainement l'agitation du nouveau maire de Paris. Au moment où les élections de 78 se préparent déjà, rien d'étonnant si l'ancien parti gaulliste se souvient brusquement qu'il a, des années durant, fondé une bonne partie de sa popularité sur l'action de son chef pendant la résistance. Mais deux questions se posent : qu'a été la résistance gaulliste ? Qu'est-ce que l'appareil politique gaulliste a à voir avec la résistance ?

Alors que sur le territoire occupé monte de plus en plus haut le chant des partisans, de l'autre côté de la Manche, de Gaulle a lancé son appel «historique» : l'appel du 18 juin. Historique, peut être, mais pas pour la réalité de l'écho qu'il trouve à ce moment dans le peuple. Il lui manque ce qui, pour les Français confrontés à l'occupant nazi, est l'essentiel : le contact direct avec la réalité.

À l'attaque, les ordres voutés seront donnés... S'érigeant en «chef providentiel», il ne reconnaît comme organisation de la résistance que la sienne, le BCRA (Bureau Central de Renseignement et d'Action) qui aura comme théorie celle des «deux ennemis», (le fascisme et le communisme), et comme premiers réseaux, les anciens de la «Cagoule» (secte fasciste de l'époque).

Les conceptions des

nous voyons l'Allemagne prendre le dessus nous devons aider la Russie, et si les chances sont du côté de la Russie, nous devons aider l'Allemagne, de sorte qu'il y ait le plus de tués possible». Et un observateur américain d'ajouter : «Les cyniques ont compris que les Anglais dépendaient sans compter les vies russes» !

Cette logique de l'attentisme permet également de refuser aux FTP le parachutage d'armes, dont le manque important fut la cause de nombreux morts inutiles de partisans.

La situation sur le terrain et la situation internationale amènent de Gaulle à transformer ses positions : les succès des FTP et leur popularité croissante lui

font peur et un processus d'unification des forces de la résistance, permettant un contrôle plus étroit sur celles-ci, débouche sur la constitution des FFI (Forces françaises de l'intérieur)

Mais l'état-major FFI est à peine créé que se met en place un organisme de liaison des FTP. Le but recherché était de séparer les FFI des masses, les mettre sous la direction du BCRA et ainsi, paralyser l'insurrection populaire. Pour ce faire, le plan prévoyait de concentrer les forces patriotiques à des endroits «stratégiques» : résultats : Les Glières et le Vercors ! Le dernier télégramme du commandant du Vercors suffit à résumer le drame : «Et nous serons d'accord avec (la population) pour dire que ceux qui

sont à Londres et à Alger, n'ont rien compris à la situation dans laquelle nous nous trouvons et sont à considérer comme des criminels et des lâches !».

Enfin, le débarquement faisant entrer la guerre dans une phase nouvelle, tout est mis en œuvre pour ôter toute initiative aux masses et aux partisans : «Freiner au maximum activité, guérilla... rompre partout contact dans mesure du possible pour permettre phase réorganisation... éviter gros rassemblements, constituer petits groupes isolés, et reprendre le travail immédiatement et en ordre dès que les forces alliées arrivent».

Tout l'appareil mis en place, depuis 41, est plus une structure de parti bien organisé, qu'une arme effi-

cace contre les nazis. L'encadrement est fait de «spécialistes», c'est-à-dire de militaires de carrières ou d'anciens miliciens. Tous ces gens ont servi à trouver des hommes, sur lesquels on peut compter ; le représentant de de Gaulle en France l'explique : «...si dans chaque arrondissement, nous disposons de quelques hommes éprouvés nous obtiendrons facilement les listes de patriotes...». La bourgeoisie gaulliste s'est donc donnée beaucoup de peine pour organiser sa résistance. Le problème, c'est de trouver contre qui elle voulait surtout résister ! Monsieur Harrimann, ambassadeur des États Unis à Moscou, dira plus tard : «Il est vrai que de Gaulle a plus pensé à la façon de prendre le pouvoir qu'à celle de la libérer» !

Le mouvement gaulliste

COMMENT ON SE SERT DE LA GUERRE DU PEUPLE

L'infrastructure mise en place par de Gaulle, à travers son réseau de résistance, dans le but principal de créer les bases d'une future organisation, va non seulement fournir l'appareil étatique lui permettant d'accéder au pouvoir en 1945, mais il constituera également la force politique bourgeoise la plus marquante des trente dernières années. Ce sera la base de la constitution du RPF en 1947 et, plus tard, de la V^e république.

Dès 1944, de Gaulle s'est entouré d'hommes qui ne le quitteront pratiquement jamais plus. Cette «équipe», à travers le travail de constitution des réseaux de résistance gaulliste, s'appuie principalement sur des représentants des finances et du commerce, sur certains officiers de l'armée de Pétain et sur des fonctionnaires du gouvernement de Vichy, parmi les moins compromis, qui sentaient le vent tourner.

Car les nazis partis, il restait le peuple armé. Le diable, c'était le «bolchévisme» qui eut le pouvoir magique de réconcilier tous les notables et autres grandes familles, qui durant quatre ans avaient acclamé Pétain, avec les exilés, rentrant triomphalement. L'exemple de la «Libération» de la Bretagne par ces messieurs donne une image réaliste de la tragique dérision que fut la réorganisation politique de la France. Derrière les chars alliés, suivaient de cocasses caravanes composées de hauts fonctionnaires (en l'occurrence un certain M. de Chevigné, envoyé de de Gaulle), d'une garde militaire (on ne sait jamais !) et, innovation spectaculaire, d'un tribunal militaire ambulatoire ! Cet appareil dérisoire distribuait les

préfets et les sous-préfets au fur et à mesure de son avancée, personnages que l'on avait déjà sur un fichier, ou, à défaut, que l'on prenait parmi les gros propriétaires locaux. Les relations passées de ceux-ci avec les pétainistes, c'était déjà de la vieille histoire. C'est ainsi qu'un de ces «élus», n'ayant pas d'uniforme de sous-préfet, le demanda à son prédécesseur. Celui-ci, magnanime le lui céda volontiers, non sans indiquer : «Assurément... mais un conseil, n'oubliez pas de faire changer les boutons, les miens portaient la française.» !

Ainsi, tous les noms recueillis par les services de de Gaulle pendant de longs mois furent investis des pouvoirs locaux ou régionaux.

Ces réseaux fourniraient les cadres régionaux des futurs partis gaullistes ainsi qu'une grande partie du personnel politique de la V^e république. Ainsi une circulaire interne du RPF indique : «Il n'est pas question de faire fusionner les mouvements de résistance... mais d'y trouver des militants irréprochables et d'y recruter des adhérents.»

Mais la Résistance ne servit pas seulement au mouvement gaulliste du point de vue de l'infrastructure. Le souvenir, bien dénaturé il est vrai, de cette page de l'histoire française, sera le cheval de bataille de la propagande gaulliste durant toute son existence. L'image de marque de de Gaulle sera celle du «souvenir» de la France, et l'on ne cessera de bien la polir. Les thèmes d'indépendance nationale, de grandeur de la France, si chers aux gaullistes, permettent de masquer le caractère de

classe de ces conceptions et d'obtenir un large consensus, aussi bien avec le RPF qu'avec l'UNR et, dans une moindre mesure, avec l'UDR, mouvements qui eurent un caractère de masse non négligeable. Dans son appel à rejoindre le RPF, après avoir souligné «l'effort héroïque» pour «organiser la résistance nationale qui nous a permis de sortir dans les rangs des vainqueurs du plus grand drame de notre histoire, de Gaulle conclut, l'invite à se joindre à moi dans le Rassemblement toutes les Françaises et tous les Français qui veulent s'unir pour le salut commun, comme ils l'ont fait hier pour la libération et la victoire de la France...».

Ce qui est significatif dans cet appareil, c'est qu'il va suivre toute la carrière politique de de Gaulle, et même, pour une part importante, lui survivre ! Fin 1945, l'équipe qui formera la V^e république en 1958 est déjà pratiquement en place : Capitant, Maïraux, Michelet, Soustelle, Debré, Pompidou, Chaban Delmas, Fouchet à qui l'on confie des tâches à l'étranger ainsi que Roger Frey, envoyé en mission en Extrême Orient.

Quelques hommes nouveaux ou proches du mouvement gaulliste le rejoindront à la création du RPF : c'est le cas d'Albin Chalandon, Michel Habib-Delmonde, Christian de la Malène et bien d'autres.

Après 1947, rares sont les nouveaux : même ceux comme Yvon Bourges ou Maurice Herzog, apparus plus tard, étaient déjà dans l'appareil. L'exception fut Alain Peyrefitte, «découvert» en 1958. En 1960, Roger Frey se plaisait à dire : «...Il

n'y a pas deux ans que nous sommes embarqués avec le général, il y a pratiquement vingt ans pour la plupart d'entre nous.»

Mais, de 1958 à 1974, le gaullisme se confond avec l'appareil d'Etat. Faire carrière, pour la génération de responsables bourgeois qui monte, c'est généralement s'intégrer à ce double appareil. Pompidou, le président successeur de de Gaulle, mais non résistant, va faciliter cette «relève», en même temps qu'il amorce le tournant de la révision de la politique gaulliste. L'élection présidentielle de 1974, qui verra l'échec de Chaban-Delmas, consacre le déclin des anciens «barons» de l'UDR. Chirac, le transfuge qui a joué Giscard contre eux, nommé premier ministre, les élimine sans coup férir de la direction du mouvement.

Désormais, ce noyau RPR qui, le temps d'une campagne électorale, se découvre une fibre «résistance», n'a en réalité rien à revendiquer de la Résistance : d'une part, parce que le gaullisme n'a pas été le cœur de la lutte patriotique populaire contre les nazis ; mais aussi parce que les nouveaux dirigeants du RPR n'ont rien à voir, ni de près ni de loin, avec cette «résistance» gaulliste. Au contraire : les Chirac, les Monod, les Guéna, les Labbé, les Juillet et les Garaud, ont construit leur carrière sur la liquidation des «gaullistes historiques». Chirac aura beau ranimer toutes les flammes sous tous les Arcs de Triomphe, il ne fera pas oublier une chose : quand Giscard a décidé que le 8 mai 1945 ne serait plus fête nationale, il était son premier ministre.



De Gaulle «le libérateur de la France» ? à l'Hôtel de Ville de Nice le 9 avril 1945

Dès cet appel, De Gaulle travaille à la mise en place de l'organisation de la «France Libre». Ses réseaux, constitués de spécialistes formés par les services secrets anglais, ou reprenant leurs méthodes, se rassemblent en une institution secrète portant la marque de sa classe : «La guerre doit être conduite par ceux qui en ont la charge» disait De Gaulle, et justifiant ainsi l'attentisme il montre clairement son mépris pour les travailleurs qui combattent alors : «La consigne que je donne pour le territoire occupé, c'est de ne pas tuer d'Allemands au contraire, dès que nous serons en mesure de passer

chefs du BCRA sont significatives : ils refusent l'action armée en lui opposant l'organisation, prétextant qu'il vaut mieux implanter un appareil complet avec hiérarchie avant d'engager l'action.

La bureaucratisation de cet organisme va à l'encontre des mesures de sécurité (constitution de fichiers...). Le déclenchement éventuel de l'action est subordonnée au débarquement des forces alliées. Cette attentisme est à mettre en relation, avec la politique globale des impérialistes : Truman, sénateur, écrit le 24 juin 1941, dans le New York Times, «Si

PS

LA CAMPAGNE DU CONGRÈS EST OUVERTE

Pas d'entente CERES-Majorité

Quand le comité directeur du PS s'est réuni, samedi, les jeux étaient pratiquement faits. D'une part, Mitterrand et la majorité du parti réclamaient du CERES qu'il abandonne toute forme organisée lui permettant de maintenir son existence en tant que telle : plus aucun local, plus de finances, plus de

prises de positions publiques propres. De l'autre côté, le CERES affirmait qu'avant tout, il fallait que le débat politique s'engage, après quoi, il deviendrait possible d'aborder ces questions d'organisation.

La motion de la majorité, proposée pour le congrès qui se tiendra en juin, contenant explicitement ces exigences, la «synthèse» n'était évidemment pas possible. Avec elle, s'éloignait, pour le CERES, la perspective de participer à nouveau à la direction du parti socialiste, poste dont il se trouve écarté depuis le congrès de Pau en 1975. Rien d'ici le congrès, n'est cependant encore tranché définitivement ; les semaines qui viennent seront essentiellement marquées par la campagne électorale interne au parti. Selon les rapports de forces qui se dessineront, les cartes pourront alors, le cas échéant, être redistribuées.

REFLEXE UNANIMISTE ET CHANTAGE A LA DÉMISSION

De part et d'autre, sur quoi vont donc s'appuyer les deux grandes fractions du parti socialiste pour assurer leur audience ? Du côté de la «majorité», les avantages sont connus : d'abord, le PS est maintenant bien près de parvenir au pouvoir. Rester à l'écart de son équipe dirigeante, c'est se condamner à ne pas profiter, le moment venu, des postes qui seront à prendre. La majorité du parti, en acceptant ou non de partager la direction, tient là un instrument de pression à l'égard des personnalités de son opposition.

Vis à vis de la masse des adhérents, la proximité de la victoire est aussi de nature à développer les réflexes «unanimistes» : tenir le raisonnement «à quoi bon nous diviser alors qu'unis nous pouvons gagner» est certainement payant dans la période. Il s'y ajoute le rôle joué personnellement par Mitterrand : l'ensemble du parti socialiste compte évidemment sur lui pour mener la gauche à la victoire en 78. Or le premier secrétaire vient de s'aviser de manier le chantage à la démission : il menace, au cas où le CERES l'emporterait dans un trop grand nombre de fédérations au cours de la préparation du congrès, d'abandonner son poste. Qu'il en ait sérieusement l'intention, on peut en douter ; en tout cas, il fait courir le bruit... histoire de susciter un réflexe de rassemblement autour de sa personne.

NOUVEAUTÉ PS

De son côté, le CERES ne manque pas d'atouts. En effet, le parti socialiste, nouvelle formule, s'est développé dans le cadre de l'unité avec le PCF. Il a signé un programme commun qui

laissait planer de savantes ambiguïtés sur des questions telles que la nature et l'étendue des nationalisations qu'il s'agirait effectivement de réaliser. De ce fait, une série de nouveaux adhérents sont venus au PS sur la base de l'idée que ce parti était en train de rompre avec le réformisme classique de la vieille SFIO. Les positions nettement en retrait prises par la direction du parti socialiste à l'occasion de la renégociation du programme commun pourraient, de ce côté-là susciter des réactions de désapprobation.

UNE COMPOSANTE EN DÉCOMPOSITION

De plus, les composantes du parti socialiste laissent espérer au CERES de mordre sur un nouvel électorat. En effet, à l'automne 1974, le parti socialiste s'est gonflé de l'apport d'une série d'adhérents venus tant du PSU que de la CFTD à l'occasion des «Assises pour le socialisme». Or, ces militants ne se retrouvent pas forcément très bien dans les positions prises aujourd'hui par leurs anciens leaders. Notamment, l'absorption de Rocard par la majorité du parti, même si elle n'implique pas de sa part l'abandon de son groupe de pression personnel, consacre sa rupture avec les thèmes «gauchistes» volontiers agités autrefois dans ces milieux. La déception pourrait, là aussi, apporter de nouveaux suffrages à une opposition interne qui présente un visage «de gauche».



Mitterrand et Chevènement : les frères ennemis du PS

PORTES ENTREBAILLÉES

A quel point le résultat est aujourd'hui incertain, on peut en juger par un article paru hier dans le «Nouvel Observateur», généralement peu suspect de complaisance envers le CERES : l'hebdomadaire de Perdriel, certainement au courant que la «synthèse» ne pourrait se faire à l'occasion du comité directeur de ce week-end,

laissait néanmoins entendre que la porte n'était pas définitivement fermée pour une éventuelle participation du CERES à la direction lors du congrès de Nantes, en juin prochain. Pendant plusieurs semaines, les adversaires vont donc s'affronter. Ce qu'ils décideront finalement, voilà qui n'est pas encore tranché.

Jean LERMET

Giscard et Chirac

PARIS SUR L'AVENIR

L'hypothèse d'une crise parlementaire suscitant la chute du gouvernement Barre et des élections anticipées reste une préoccupation importante pour les leaders de la «majorité». Les deux prises de position les plus récentes sont venues de Giscard et de Chirac eux-mêmes.

Dans une interview à l'«Express», le président de la République a menacé après coup : si le RPR n'avait pas voté la confiance à Barre sur son plan-bis, il aurait, dit-il, dissous le Parlement ; on voit d'ailleurs mal ce qu'il aurait pu faire d'autre. Mais, on s'en doutait, Giscard ne parlait pas que du passé. Il a aussi évoqué l'attitude que le RPR prendra au cours des semaines à venir. Là-dessus, il a fait une distinction entre les textes non prioritaires et ceux que le gouvernement

considérerait comme importants.

Dans le premier cas, le gouvernement admettra d'être mis en minorité ; dans le deuxième, il utilisera une procédure dite de la «censure provoquée» : en engageant sa responsabilité sur un texte, il contraindra ceux qui y sont opposés à présenter une motion de censure, faute de quoi la loi serait considérée comme automatiquement adoptée. Cette procédure contraindrait les chiraquiens à prendre l'initiative de renverser le gouvernement, en mêlant leurs voix à celles des députés du PCF et du PS.

Le résultat, c'est que Giscard autorise le RPR à continuer son jeu de contestation, à condition que ce soit sur des sujets que le gouvernement ne considère pas comme essentiels. Il

pourrait en être ainsi de la taxe professionnelle, qui vient en discussion cette semaine. Le projet d'élection du Parlement européen au suffrage universel appartient évidemment à l'autre catégorie.

En même temps, Giscard a réaffirmé que Barre devait à ses yeux être le chef de la majorité : «La majorité, ce n'est pas un parti. Le leader de la campagne majoritaire sera bien le premier ministre». Il a aussi exigé que les anciens gaullistes acceptent un texte commun qui servirait de programme à la «majorité» pour les élections.

Chirac, par avance, avait déjà repoussé toutes ces suggestions. D'une part, à propos des lois présentées au Parlement, sans entrer, dans les distinctions de Giscard, il a affirmé : «Si le RPR est en désaccord, il en

tirera les conséquences en votant contre. Ce n'est pas pour autant qu'il y aura une crise de la majorité ou de la société. Je n'imagine pas un seul instant que le premier ministre puisse pratiquer à l'égard du RPR une politique de provocation. Ce serait maladroit».

Par ailleurs, au sujet de la direction de la «majorité» : «Quand le président Giscard d'Estaing a défini le 29 avril dernier quelle était la responsabilité du nouveau gouvernement Barre, il en a exclu les affaires politiques en affirmant clairement que le gouvernement ne devait pas se mêler des affaires politiques et électorales, et je n'imagine pas à cet égard qu'il ait pu changer d'avis». Autre fin de non-recevoir opposée au président de la République. Enfin, le président du RPR s'est prononcé à Sochaux contre l'adoption

d'un programme commun de la «majorité».

Depuis le débat parlementaire fait de part et d'autre par une des deux composantes de la «majorité» conduit à une nouvelle impasse. La question de la possibilité d'élections anticipées reste donc ouverte.

A BON ENTENDEUR...

Dans son interview à l'«Express», Giscard a affirmé que la campagne du printemps dernier, visant à accréditer sa «faiblesse» et sa «fragilité» avait été «orchestrée» et qu'elle ne venait nullement de l'opposition. Chirac, qui était alors le premier ministre de Giscard, aura certainement compris à qui ce discours s'adresse.

Troupes d'assaut

«Puisque le chef du RPR a lancé ses troupes à l'assaut du parti radical, il me rencontrera» : c'est ce que vient de déclarer JJSS à Nancy, où il a posé sa candidature à la présidence du parti radical. Il a répété que si Giscard n'a pas été suffisamment «réformateur», c'est «par crainte d'une partie de la majorité parlementaire», c'est-à-dire du RPR.

Pendant ce temps, les troupes de Chirac agissaient de leur côté : Edgar Faure, qui vient de rentrer chez les radicaux tout en restant apparenté RPR à l'assemblée, rencontrait 25 présidents de fédérations départementales radicales : c'est Jacqueline Nebout, candidate à Paris sur les listes Chirac, qui avait pris leur tête. L'Edgar n'a pas précisé s'il était lui aussi candidat à la présidence du parti. Mais c'est un secret de polichinelle.

Télé-visions

«Il y a quelques jours Defferre se déclarait partisan de supprimer la publicité à la télévision après 78. Interrogé à ce sujet, le PCF a répondu qu'il était prêt à en discuter avec le PS. Une pomme de discorde supplémentaire et quelle pomme ?

Gaston dépassé sur sa droite par Marchais ?

Les radicaux de gauche avaient annoncé jeudi dernier qu'ils proposeraient l'abandon du monopole d'Etat sur la radio et la télévision lors de la renégociation du Programme Commun.

Leroy vient de se déclarer contre ; une autre pomme de discorde. Le panier est bientôt plein !

ici Londres

«Il n'y a pas d'endroit où il soit plus naturel de célébrer le souvenir du 8 mai 1945 que devant cette maison qui a été le siège du commandement des forces françaises libres pendant toute la durée du combat, de 1940 à 1945». C'est la déclaration de Giscard à Londres, où il était allé déposer une gerbe devant le siège de l'organisation gaulliste en Angleterre. Les maquisards du Vercors ou des Glières, ceux qu'il a appelés «ses camarades de combat», auraient peut-être pu lui suggérer des endroits encore plus «naturels».

Mal barré

La commission des lois et des finances de l'assemblée nationale a rejeté le projet gouvernemental sur la taxe professionnelle. Déjà, le débat sur cette question avait été l'année dernière l'occasion d'un assaut de surenchères pro-patronales ; c'est reparti pour un tour, pour le début de la semaine prochaine.

ps du sud

A peine parti du comité directeur du parti socialiste, Mitterrand s'est précipité à Madrid, pour assister à une réunion des dirigeants des partis socialistes d'Europe du Sud. Marchais et les autres dirigeants révisionnistes de la même région l'avaient déjà précédé sur ce terrain. On n'a pas précisé si, à cette occasion, le premier secrétaire du PS demanderait à Soares la meilleure recette pour se débarrasser du PCF une fois qu'ils seront au gouvernement ensemble.

POLITIQUE

Montbéliard : contre le plan Barre

CHIRAC VEUT S'AFFIRMER COMME CHEF DE LA MAJORITÉ

A la suite du repas Chirac-Barre, vendredi, les prétendants à la direction de la majorité semblaient vouloir donner l'illusion d'une volonté d'apaisement. Pourtant, si l'on examine ce que l'on sait de ces entretiens, il n'en est rien et seul le ton de la rencontre semble avoir été «cordial».

Les sujets de désaccord ne manquent pas : bien qu'en parole, Chirac soutienne la politique économique et financière du premier ministre, les attaques contre celle-ci ne se sont pas faites attendre quelques heures plus tard.

L'attitude par rapport à l'opposition ? Chirac pense toujours que celle du gouvernement est trop molle.

De plus Chirac met en garde Barre pour que le gouvernement ne présente pas à l'assemblée des textes que le RPR ne pourrait voter... Chirac refuse de se porter garant de l'attitude de sa formation d'ici les élections et refuse par la même occasion un programme commun de la droite suggéré par Giscard.

A Montbéliard, vendredi soir, où Chirac présidait le 1^{er} grand rassemblement régional du RPR, depuis les municipales, il n'a pas hésité à s'affirmer comme chef de la majorité

Dimanche 8 avril à 13 h 30, à la question d'un journaliste de RTL «Considérez vous M. Barre comme le chef de la majorité ?» Chirac a répondu : «Il faut le demander au président de la république».

en cultivant le style d'aprénti dictateur dénoncé avec force par les manifestants du 1^{er} mai.

Lors de ce meeting, «au nom du pays», Chirac s'adresse aux Français pour mieux attaquer le gouvernement et dénonce la «pseudo fatalité des abandons» «avec une autorité qui ne vient pas de moi mais de l'instinct national»

«L'instinct» lui indiquant qu'un million et demi de chômeurs c'est une situation explosive, Chirac a décidé de faire démagogiquement de l'emploi son cheval de bataille. Cela ne manque pas de sel de sa part, lui qui était 1^{er} ministre il y a 9 mois, à peine. Les plans Barre mettent la lutte contre l'inflation comme objectif principal, Chirac, lui, donne la priorité à la lutte contre le chômage, «le droit au travail doit entrer dans les faits, et c'est pourquoi je vous propose pour les années qui vien-



Derrière le sourire de Chirac se profilent les képis de l'Etat policier.

nent de dire solennellement : non au chômage, et pour atteindre ce noble objectif, il part de l'idée qu'il est absurde de consacrer des crédits considérables à aider des inactifs alors qu'une utilisation différente de l'argent public pourrait permettre de développer des activités nouvelles, créatrices d'emploi».

«La nouvelle politique de l'économie» a une étrange odeur de réchauffé.

- Le retour aux sources de la planification française
- Une heure de liberté et de dynamisme pour nos entreprises
- Le progrès de la participation et de la politique conjoncturelle.

Que veut suggérer Chirac sinon que l'économie-plan Barre ou pas- va à la dérive- qu'il est le meilleur défenseur des PME et,

qu'il est le plus gaulliste en reprenant ce thème usé de la participation. Se dire partisan de la «politique contractuelle» alors que la bourgeoisie n'en a manifestement plus les moyens c'est le seul moyen que voit Chirac pour freiner le glissement de FO notamment vers l'Union de la gauche.

Terminer une attaque en règle, presque systématique contre la politique du gouvernement par un appel «au nom de notre histoire», et de «l'instinct national» à un regroupement de la majorité derrière lui, voilà ce qu'il faut pour confirmer les divisions de la droite.

Seule, l'Humanité, fidèle à elle-même classe ce discours «parmi les actes quotidiens de soutien du RPR au premier ministre».

François MARCHADIER

Chirac et la lutte contre le chômage du temps où il était premier ministre

Le 15 janvier, Chirac déclarait à un colloque organisé par le journal patronal, «l'Expansion» : «des ventes d'armes procurent du travail à de nombreux ouvriers ce qui est particulièrement utile dans la période de chômage actuel».

Ce sont les racistes d'Afrique du sud qui vont se réjouir que Chirac désigne le chômage comme cible principale !

Le 23 février 76, interpellé sur TF1 par un chômeur, Chirac lui répond : «Si vous ne trouvez pas de travail comme ajusteur, c'est vraiment que vous n'en cherchez pas», et il poursuit : «Un pays dans lequel il y a 900 000 chômeurs mais où il y a deux millions de travailleurs immigrés, n'est pas un pays dans lequel le problème de l'emploi est insoluble».

Le 24 juin 76 sur Antenne 2, Chirac expliquait mieux qu'il ne l'a fait à Montbéliard sa conception de la lutte contre le chômage : «Faire la chasse aux abus».

Qui doit être le chef de la majorité ?

Voilà une épineuse question : certains journaux parlent de «chef légitime» par opposition au «chef constitutionnel». Chirac lui, il y a treize mois, ne faisait pas de si subtiles distinctions. Il déclarait sur RMC le 15.4.76 :

«Le chef de la majorité, c'est le président de la république. Le premier ministre est l'animateur de la majorité présidentielle.» Le même jour, il déclarait : «Il faut s'abstenir de toute déclaration polémique face à l'opposition».

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Ekofisk : pour la compagnie, ça n'a rien coûté

«Grâce au colmatage rapide du puits Bravo, les pertes financières du consortium resteront finalement très faibles. Elles sont de toute façon couvertes par l'assurance. La catastrophe n'aura donc pas d'incidence sur les résultats des exercices d'Elf-Aquitaine, Pétrofina, et Norsk Hydro.» (Les Échos du 6 mai).

Les conséquences pour la faune et la flore, de la catastrophe d'Ekofisk ne rentrent pas dans les comptes des compagnies pétrolières. A ce prix, pourquoi dépenseraient-elles de l'argent pour renforcer la sécurité de leurs installations de forage en mer ?

Le ministre norvégien de l'industrie a déclaré qu'il n'était plus question d'autoriser des essais de forage pétroliers au nord du 62^e parallèle en 1978.

Directeur de laboratoire inculpé d'homicide involontaire

En décembre 1975, Mme Odette Thiebau, mère de cinq enfants et Mme Yvonne Oberlé, 64 ans décédèrent à la suite de l'injection d'un sérum non stérile à l'hôpital d'Épinay. Plusieurs autres malades qui avaient reçu du sérum du même lot avaient été victimes de troubles. Des analyses effectuées sur ce lot de sérum révélèrent que ce sérum contenait des bactéries. Le directeur des laboratoires «Fandrex» qui ont produit le sérum incriminé a été inculpé d'homicide involontaire.

PEYREFITTE TENTE DE RAPIÉCER L'APPAREIL JUDICIAIRE

Le nouvel homme vert du gouvernement, l'académicien Alain Peyrefitte qui diagnostiqua le «Mal Français», voudrait appliquer quelques cataplasmes au corps judiciaire qui est parait-il sérieusement malade. Malade mais encore efficace, Peyrefitte constate que ses sanctions sont «plus fortes qu'elles n'étaient naguère. La tendance actuelle des magistrats n'est pas au laxisme. Nous avons plus de 33 mille prisonniers. Nous atteignons une limite». Si de ce côté le ministre est satisfait.

Il s'inquiète par contre du manque d'effectifs, parlant devant le congrès autonome des fonctionnaires de justice, les greffiers, il constate : «La situation des effectifs des secrétaires greffiers est alarmante. Il faut sept mois à la cour d'Aix en Provence pour délivrer l'original d'un arrêt, quatre mois au tribunal de Dunkerque pour fournir un extrait de casier judiciaire, six mois au tribunal d'Evry Corbeil pour obtenir la copie d'un procès verbal classé «sans suite»... Pour pallier à cette situation, Peyrefitte a annoncé qu'il embaucherait 1 000 vacataires pour seconder les greffiers débordés.

Il a par ailleurs annoncé la publication à l'automne d'un lexique du jargon judiciaire «La justice en cent mots» destinée à faire comprendre certains termes usités dans les tribunaux.

Les potions du docteur Peyrefitte n'ont rien de bien nouveau, la plupart étaient déjà sur les ordonnances de ses prédécesseurs au ministère de la justice, y compris la création de conciliateurs, dont le rôle serait confié à des bénévoles.

Tout cela ne changera pratiquement rien au rejet par les travailleurs de la justice de classe, rejet amèrement constaté par Peyrefitte, sans qu'il soit capable d'y remédier. Il s'agit de quelque chose d'irréversible, la prise de conscience du caractère de classe de la justice bourgeoise est de plus en plus large, y compris de la part d'une fraction non négligeable de magistrats.

APRÈS HABY, SAUNIER SÉITÉ

Après les brutales attaques d'Haby contre la «politisation» des enseignants, Saunier Séité se livre à son tour à de violentes diatribes contre tous les enseignants qui s'opposent à la politique gouvernementale. En inaugurant les nouveaux locaux de l'UER de médecine de l'université de Lyon 1 elle a déclaré : «L'atomisation ou encore la pulvérisation de l'enseignement à laquelle a conduit la loi d'orientation de 1968, en multipliant les unités de valeur, parfois jusqu'à l'absurdité donnant ainsi une parcelle d'autorité à une multitude d'assistants qui ne sont soumis à aucun contrôle de la part des maîtres qualifiés, a presque toujours facilité la pénétration de la politique dans les universités. Il suffit d'observer les unités les plus agitées, celles où l'on fabrique des cocktails Molotov, pour s'apercevoir que ce sont celles où l'enseignement est le plus éclaté, où les assistants sont le plus livrés à eux mêmes».

L'attaque contre les assistants est associée à une attaque contre la loi Faure, confirmant la volonté du gouvernement de contrôler plus étroitement le contenu des unités d'enseignement et de recherche afin d'éliminer ceux jugés subversifs ou non adaptés aux besoins de l'impérialisme.

Nouveau rassemblement au Larzac

La coordination des comités Larzac a décidé lors de sa dernière réunion d'appeler à un nouveau rassemblement cet été, après la fin des moissons. La date du 15 août a été retenue, deux semaines après le rassemblement de Malville.

LUTTES OUVRIÈRES

PTT (Transbordement Gare du Nord)

GREVE POUR L'EMPLOI, LES EFFECTIFS, LES LIBERTÉS SYNDICALES

Semaine d'action PTT à partir d'aujourd'hui

C'est depuis mardi que les employés du centre de transbordement de la gare du Nord (atelier où s'effectue l'acheminement vers les trains du matériel postal pour l'essentiel trié) sont en grève. Depuis ce jour, elle a été reconduite quotidiennement.

Mardi dernier, avait lieu une assemblée générale convoquée pour examiner quelle riposte apporter à la répression syndicale qui sévit de plus en plus dans

le centre et ce, particulièrement à l'encontre des militants CFDT (syndicats majoritaire dans le centre).

C'est à cette occasion, et sans que cela ait été décidé

à l'avance, mais sous l'effet d'un ras le bol accumulé, que les employés ont décidé de partir en grève reconductible chaque jour avec occupation des locaux de travail. S'ajoutant à la lutte contre la répression, les employés déposaient un certain nombre d'autres revendications et parmi celles-ci, celle des effectifs sans conteste une des plus importantes : depuis un an et plus, il leur faut effectuer un travail toujours de plus en plus important et de plus en plus rapidement. Les effectifs sont tellement faibles qu'à longueur de journée, il n'est pas rare que les employés soient contraints de «boucher les trous», passant

trois à quatre fois d'un poste à un autre.

Cette rentabilisation est à mettre en rapport entre autre, avec la décision de l'administration de fermer prochainement le centre. Il s'agit auparavant qu'un maximum de travail y soit effectué : c'est du moins l'objectif que s'est fixée l'administration.

Les 14 postes proposés sur les 54 demandés ne sont donc qu'une manœuvre qui ne trompent pas les postiers. C'est l'embauche de 54 employés supplémentaires qu'ils exigent, pas un de moins et la certitude du maintien en activité du centre, revendications tout-à-fait liées.

Depuis six jours, les sacs postaux s'accumulent et la paralysie postale sera bientôt complète dans la région du Nord.

Il reste que l'extension de la lutte à d'autres centres (où la même politique de rentabilisation sévit depuis deux ans) est encore la tactique la mieux à même de conduire à la victoire. La semaine d'action dans les PTT qui doit avoir lieu du 9 au 14 mai, c'est-à-dire dès aujourd'hui, peut en être l'occasion. Les postiers du Landy sont en tout cas bien décidés à se servir de cette semaine d'action pour aller dans ce sens !

CGEE Alsthom

● Victoire à Provins ● Premier recul de la direction à Ivry

Où en sont les différentes luttes qui se déroulent actuellement dans le trust CGEE Alsthom ?

Le 28 avril, les travailleurs de l'Alsthom Provins, en lutte depuis plusieurs jours, reprenaient le travail une première fois après avoir obtenu une augmentation salariale de 2 % à partir du 1^{er} janvier (rappel), une autre de 1,6 % à partir du 1^{er} avril.

La prime de panier était en outre portée à 27 F (elle n'est à Paris que de 17,41 F), celle de déplacement à 62 F. Quelques jours plus tard, les travailleurs sur la base de cette première victoire mais estimant que cela était loin de faire le compte repartaient en grève, obtenant 1 % de plus d'augmentation du salaire mensuel.

A Vitry, le travail a repris le jeudi 5 mai : les ouvriers là aussi ont arraché une augmentation de 0,3 % à partir de janvier. Revendication moins importante que celle obtenue par leurs camarades de Provins mais compensée par une hausse des rémunérations de 1,9 % au 1^{er} avril. Les travailleurs de l'usine de Vitry encouragés par les résultats obtenus à Provins, envisagent eux aussi de repartir en grève. A St Ouen, la grève continue et s'est même renforcée puisque suite aux deux heures de lock-out institués par la direction ce sont les employés à leur tour qui ont rejoint le mouvement.

Lutte jusqu'à satisfaction des revendications !

Correspondant Alsthom

FNAC (Étoile et Montparnasse)

PREMIERS DÉBRAYAGES POUR 2 200 FRANCS MINIMUM

Samedi, une assemblée générale du personnel de la FNAC Etoile (magasin de livres) a décidé d'un premier débrayage pour forcer la direction à négocier sur la plate-forme de revendications suivantes :

- salaire minimum à 2 200 F
- progression du pouvoir d'achat de 200 F pour tous.
- transformation de la prime de vacances en un demi mois de salaire minimum.
- le paiement de la carte orange.
- l'amélioration des conditions de travail : horaire de 36 heures (diminution du temps de travail donc mais avec embauche parallèle d'effectifs en quantité suffisante)
- paiement des jours fériés

lorsque ces derniers tombent un jour de congé ordinaire.

De leur côté, les employés d'un autre magasin de la FNAC, ceux du quartier Montparnasse, ont également tenu une assemblée générale en définissant le même cahier revendicatif.

La direction a fait connaître un non catégorique quant à leur satisfaction.

De nouvelles assemblées du personnel sont prévues mardi, c'est-à-dire demain, pour décider de la poursuite et de la probable extension du mouvement. Les employés de la FNAC de Lyon parlent eux aussi de partir en grève.

Sidérurgie lorraine

«Nationalisation contre prise de participation : un combat qui ne concerne pas les travailleurs».

Depuis plus d'une semaine à grand renfort de publicité dans le «Républicain Lorrain», une trentaine de conseils municipaux d'union de la gauche, de la vallée sidérurgique de l'Orne, du bassin minier de Briey, et du canton de Longwy avaient invité la population à venir participer à trois réunions «extraordinaires» devant les portiers de la mine de fer de St Pierre-Mont (Mancieulles), de l'usine Sacilor-Jœus, et de Groraincourt, de la Chiers-Châtillon (Longwy).

Ils étaient 500 travailleurs à Longwy, 250 à Mancieulles et plus de 1 000 à Jœus.

On savait bien que ces élus n'allaient pas proposer à la population de créer une véritable unité populaire autour des usines en lutte, surtout que la semaine dernière, la direction CGT avait dénoncé «les responsabilités» de la CFDT qui appelait les travailleurs de la sidérurgie lorraine à des grèves reconductibles de 24 heures avec occupation. On a eu droit aux habituels discours, sur tout le programme commun qui permettrait des «conditions de vie plus sûres et plus libres». Sans compter les affirmations mensongères : «C'est l'union de la gauche qui a permis que soit accordé un sursis à Usinor Thionville».

Mais ce qui n'était pas prévu, c'est que l'«union» allait voler en éclat à la fin de ces réunions, quand seront mis au vote les habituelles motions que l'on va déposer à la préfecture. Car ces motions proposaient la nationalisation de la sidérurgie et, à Longwy comme à Jœus, les conseillers municipaux «socialistes» refusèrent de les voter. Les travailleurs et leur famille, virent alors ces messieurs s'empoigner pour opposer nationalisations et prise de participation de l'État. «Votre position n'est pas défendable» affirmait le maire PCF Auboué «nous sommes mis devant le fait accompli», répondait Aubrion, adjoint PS au maire de Jœus. Et la dispute se poursuivra...

Comme on était loin des 20 000 emplois supprimés !

Ce qui est sûr, c'est qu'alors que les élus allaient porter leurs motions au préfet, un grand nombre de travailleurs ont vu le vrai visage de l'union de la gauche et bien compris qu'ils ne pouvaient compter que sur eux mêmes. Il ne faut pas attendre 78, c'est aujourd'hui et tous ensemble qu'il faut frapper. Le spectacle de l'union de la gauche à Mancieulles, Jœus, et Longwy n'aura pas été inutile !

Correspondant

Fulmen (CGEE) Auxerre

Salaire minimum à 2 000 F ! 500 F pour tous !

Les travailleurs de l'entreprise Fulmen à Auxerre (forte proportion de travailleurs immigrés) sont en grève depuis le 22 avril avec le soutien de la section CGT de l'usine pour des revendications de salaire et de conditions de travail :

- pour une augmentation générale des salaires, pas de salaires inférieurs à 2 000 F net par mois (base : 40 heures toute prime exclue).
- pour le 13^e mois et contre la pénalisation de la «gratification exceptionnelle» de fin d'année (jusqu'à 33 % de retrait).
- pour une prime de vacances de 500 F comme dans certaines usines du groupe.
- pour une 5^e semaine de congé payés.
- pour la révision des classifications (car bon nombre de travailleurs sont déclassés).
- pour défendre leurs pouvoirs d'achat et l'amélioration de leurs conditions de travail et de vie, les ouvriers de chez Fulmen sont bien décidés à continuer leur mouvement jusqu'à l'aboutissement de leurs revendications.

La popularisation de la lutte sur la ville et dans les autres usines est nécessaire.

Correspondant AUXERRE

En bref... En bref...

• Plusieurs centaines d'ouvriers de la SAT (Société Anonyme de Télécommunications) à Paris, débrayent quotidiennement depuis le 26 avril. Ils exigent l'annulation des retenues sur salaire faites par la direction sur quatre de leurs délégués. Une première réunion de négociations a eu lieu, qui a vu la direction de l'usine faire quelques reculs. Mais à juste titre, les ouvriers les ont jugés insuffisants. La lutte continue pendant que dans trois autres usines du groupe

(Bayonne, Lannion et Dinan) les travailleurs eux-aussi parlent de partir en grève cette fois sur les salaires et l'obtention d'une cinquième semaine de congés payés.

• Les travailleurs et travailleuses de la cartonnerie de Laneuville près de Nancy, ont décidé, en fin de semaine, et réunis à cet effet en assemblée générale, d'occuper leurs locaux de travail. Il s'agit pour eux de s'opposer à la fermeture de l'usine.

• Les 600 ouvriers de l'entreprise Cameron Iron Works (fabrique de vannes pour pipelines) sont actuellement en lutte. Ils entendent voir leur salaire augmenter ainsi que les conditions de travail régnant dans les ateliers, s'améliorer.

• Les employés de Loca-France, dans le 10^e arrondissement de Paris (Entreprise de services comptables) débrayent quotidiennement depuis plusieurs jours pour l'augmentation des rémunérations.

TÉLÉPHONEZ AU QUOTIDIEN



636.73.76.

INTERNATIONAL

Japon

A l'aéroport de Narita, fin de 5 ans d'occupation

A trois heures du matin, vendredi, 2 100 policiers japonais, intervenant par surprise, ont mis fin à l'occupation pendant cinq ans de l'aéroport international de Narita près de Tokyo. Le gouvernement avait décidé brusquement et autoritairement d'expulser de nombreux paysans pour construire cet aéroport. Mais il s'est heurté à un mouvement de masse d'une très grande ampleur. Les paysans, appuyés par des étudiants et des ouvriers de Tokyo occupèrent le terrain ; de violents affrontements eurent lieu. Les occupants avaient construit deux hautes tours métalliques qu'ils gardaient vingt quatre heures sur vingt quatre. Vendredi matin, les policiers ont encerclé les tours, ont expulsé les militants qui s'y trouvaient et ont abattu ces tours. Quatorze personnes ont été arrêtées.

Mais des manifestations réunissant plusieurs milliers de personnes ont eu lieu samedi et dimanche, alors que des avions tentaient de commencer à atterrir pour tester l'aéroport.



En bref...

IRAN : LES DEUX CENTRALES NUCLEAIRES FRANCAISES PAYEES EN PETROLE

Les deux centrales nucléaires commandées il y a un an à la France par l'Iran seront financées par une formule de troc : pétrole contre équipement. L'accord, qui porte sur une valeur de 10 milliards de francs a été signé cette semaine par Fourcade, à Téhéran. Les travaux commenceront début juin.

SÉNÉGAL : GRÈVE À LA FACULTÉ DE SCIENCES : LES ÉTUDIANTS VEULENT TRAVAILLER AU DÉVELOPPEMENT DE LEUR PAYS

La police occupe l'Université à Dakar. La Faculté des sciences a été fermée, les bourses des étudiants en sciences ont été supprimées. Tous les étudiants pris dans les piquets de grève seront enrôlés de force dans l'armée. Pourtant, la grève des étudiants en sciences s'étend aux lycées. Senghor veut les obliger à s'engager pour 15 ans dans l'enseignement, au besoin dans d'autres pays, alors que les secteurs productifs de l'économie sénégalaise, comme l'agriculture restent entièrement aux mains d'assistants français.

LES DÉTOURS DU PLAN AMÉRICAIN POUR L'AFRIQUE AUSTRALE

La mission confiée par Carter au vice-président Mondale et à l'ambassadeur Young de trouver un règlement pacifique en Afrique Australe, pour sauver l'essentiel des intérêts US, se poursuit avec des hauts et des bas.

Devant la fermeté du Front Patriotique du Zimbabwe qui refuse une internationalisation du conflit et ne veut négocier qu'avec la Grande-Bretagne, puissance coloniale, les États-Unis ont dû renoncer à participer à la présidence de la conférence pour l'indépendance du Zimbabwe pro-

jetée par les impérialismes occidentaux.

D'autre part, l'ambassadeur US à l'ONU, Young a annoncé qu'il comptait, après la conférence contre les régimes racistes à laquelle il doit participer au Mozambique, se rendre à Soweto pour rencontrer des militants noirs. Le gouvernement raciste a condamné cette initiative. Young tentera sans doute d'utiliser cette réaction des racistes pour mieux incarner aux yeux des peuples africains le visage «libéral» de l'impérialisme US qu'il est chargé de représenter.

Vietnam : Les USA refusent les réparations

Alors que le gouvernement américain avait enfin décidé la semaine dernière de ne plus s'opposer à l'entrée de la République socialiste du Vietnam à l'ONU, il refuse toujours une aide au Vietnam en guise de réparation pour dommages de guerre. Le secrétaire d'Etat Vance a pris position contre les réparations tandis que le Congrès émettait un vote défavorable. Rappelons que les accords de Paris précisaient : «Les États-Unis contribueront à panser les blessures dues à la guerre et participeront à la reconstruction, après la guerre, de la République démocratique du Vietnam et de toute l'Indochine».

URSS-Suède :

Négociations sur la pêche

Des négociations pour la délimitation des zones de pêche dans la Mer Baltique ont commencé. La semaine dernière entre l'URSS et la Suède. Les points de vue des deux parties sont très divergents. En effet, la Suède, se fondant sur la législation internationale en vigueur, délimite sa zone de pêche à partir de l'île de Gotland, située à 90 kms des côtes, tandis que l'URSS exige que la délimitation soit faite à partir des côtes de chaque pays.

DOSSIER

Le sommet de Londres

LE POIDS SUR

«Nous nous sommes décidés à utiliser notre importante force économique, sociale, politique et militaire afin de n'être jamais battus par quelque conception opposée. Et nous sommes très impatients de nous entendre avec nos alliés et nos amis pour être sûr que cette résolution soit clairement comprise par tous», a dit Carter en arrivant en Angleterre. Il indiquait du même coup l'essence même de son voyage. Au travers des entretiens du sommet économique, il cherchait à s'assurer que les pays européens et le Japon accepteraient dans les domaines les plus disputés le leadership US, et qu'à partir de là, les USA auraient de plus grands moyens face à l'URSS d'une part, face au Tiers-Monde d'autre part. En annonçant que son programme était de chercher «comment éviter le protectionnisme, comment structurer nos rapports avec le Tiers-Monde, comment condamner coordonner nos efforts sur l'énergie», le secrétaire américain au trésor a indiqué l'essentiel de l'attaque US qui s'oriente dans trois directions : les USA veulent gagner la bataille commerciale, faire payer la relance aux autres pays «forts», conserver le monopole nucléaire.

LE DÉFICIT DE LA CEE S'AGGRAVE

Globalement déficitaires, les USA tirent de leur commerce avec la CEE un bénéfice de 10 milliards de dollars, dont 5,2 milliards sont représentés par les importations agricoles européennes.

Ce déficit a triplé pour l'Allemagne en 1976 qui compte un déficit de 3,2 milliards de dollars.

Les États Unis exigent cependant que le marché agricole européen leur soit largement ouvert, que les mécanismes du marché européen soient démantelés pour que les produits américains puissent circuler librement, tandis qu'ils exigent que les pays européens pratiquent l'auto-réduction sur leurs propres exportations en direction des États Unis.

LA BATAILLE COMMERCIALE

«ABAISSER LES BARRIÈRES DOUANIÈRES...»

Carter a placé son offensive commerciale sous le signe du «libre commerce» pour ouvrir les marchés européens aux produits US. Le déficit commercial américain de six milliards de dollars, le premier trimestre de 1977, est égal au déficit total de l'année 1976. Affirmant que ces résultats sont la marque d'une importante contribution des États Unis à la reprise économique mondiale, les USA exigent que la CEE et du Japon qu'ils favorisent les exportations américaines d'une part et qu'ils réduisent leurs propres exportations d'autre part.

«PENDANT QUE NOUS DRESSONS LES NÔTRES...»

Carter prétend avoir donné l'exemple des accords commerciaux destinés à éviter le protectionnisme, la fermeture des frontières aux produits étrangers, en refusant de fixer des limites aux entrées de chaussures en provenance de Taiwan et de Corée du Sud. Ce sont ces pays qui ont du volontairement fixer des limites à leurs exportations en direction des États Unis.

Ces pays entièrement dépendants des USA ne pouvaient pas faire autrement. Il n'en a pas été de même pour le Japon : plusieurs semaines de discussions serrées ont été nécessaires pour que ce pays accepte de limiter ses exportations de téléviseurs couleurs, qui

avaient conquis 36,5 % du marché américain, contre 16 % en 1974. Par contre le tribunal des Douanes de New York a décidé au mois d'avril d'imposer des taxes aux produits électroniques japonais sous prétexte que ceux-ci bénéficieraient de subventions gouvernementales contraires à la «libre concurrence».

Ainsi, les USA qui imposent déjà des taxes d'entrée aux produits importés, nettement supérieures à celles pratiquées en Europe, mettent en place des taxes particulières pour limiter l'entrée des produits étrangers.

LE COUP DES ACIERS SPÉCIAUX

La première grande opération trilatérale Europe-Japon-USA dans le style de celles que veut maintenant généraliser Carter pour empêcher le développement du protectionnisme, tout en fermant son propre marché, fut le contingentement des aciers spéciaux organisé en 1975. Les Japonais qui détenaient 65 % du marché acceptèrent de réduire leur part. Les Européens qui refusaient de négocier se sont vu attribuer des quantités limitées fixées par le gouvernement américain. Cette année, non seulement les pays européens et le Japon ont été avisés que le contingentement était prolongé mais, en plus, les entreprises américaines ont porté en justice un recours demandant que soient instituées des taxes contre les aciers spéciaux. Cela, sous prétexte que ceux-ci sont subventionnés par les gouvernements et font une concurrence déloyale sur le marché américain.

Ainsi, profitant de leur puissance économique, les États-Unis cherchent à arranger à leur profit une partie du commerce. Mais aujourd'hui, ils veulent utiliser cette puissance pour organiser l'ensemble du commerce et amener ainsi les autres pays à supporter le poids des déficits américains.

DOSSIER

DES EXIGENCES US L'EUROPE EN CRISE

Par Grégoire CARRAT

«Nous n'aimerions pas voir une politique protectionniste de l'Europe à l'égard du Japon» a affirmé Blumenthal le secrétaire américain au Trésor à la veille du sommet de Londres.

Les tentatives pour avoir la maîtrise du commerce mondial se doublent d'une tentative d'organiser et d'orienter la production économique, en s'appuyant notamment sur le Japon et l'Allemagne.

Les choses ont commencé en 1975, lorsque l'Allemagne a signé un contrat avec le Brésil, prévoyant la fourniture de deux usines susceptibles de fournir du combustible pour la fabrication de bombes nucléaires.

En août 1976, Kissinger s'en prenait violemment à Giscard pour avoir, de son côté, vendu au Pakistan une usine ayant les mêmes capacités. Il exigeait que le contrat soit rompu. En décembre, Giscard annonçait que le gouvernement français renonçait à vendre de telles usines mais que ce contrat serait honoré si le Pakistan le désirait.

LA RELANCE ET LE CONTRÔLE AMÉRICAIN

«Nous aimerions que les pays forts travaillent ensemble pour stimuler leur économie de façon que la reprise économique soit rapide».

encore plus acerbes, les mesures allemandes étant jugées insuffisantes.

A L'ABANDON DU PLAN AMÉRICAIN

Les États Unis demandaient que les Allemands débloquent plus de crédits pour favoriser la reprise de l'économie mondiale. Pendant ce temps, en mars, le premier ministre japonais, en visite à Washington acceptait les propositions américaines et annonçait que les importations japonaises seraient accrues.

Tandis que les Allemands étaient censés lancer leur plan en même temps que les mesures prises par Carter et par le Japon, le gouvernement américain annonçait le 16 avril que le plan américain était abandonné et remplacé le 17 avril par un plan anti-inflation. Le budget destiné à «relancer» l'économie avait été entre temps réduit d'un tiers, passant de 32 milliards de dollars à 20 milliards de dollars. Les USA avaient fait des sacrifices «pour rire» pour obliger le Japon et l'Allemagne à faire des sacrifices pour de vrai, les affrontements à l'intérieur de l'administration US ayant eu raison du plan inflationniste, après que les mesures de relance allemandes et japonaises aient été prises.

DU PLAN ALLEMAND

Les pressions des États Unis se concentraient sur l'Allemagne. En février 1977, la banque fédérale écrivait un article où elle affirmait : «En ce moment la reprise allemande est plus forte que la reprise américaine... Les pressions de Washington en faveur de nouvelles mesures de relance en Allemagne sont dénuées de fondement». Par la suite, cela sera répété sur tous les tons par Schmidt, par la Chambre patronale, l'Allemagne n'investira pas plus de 10 milliards de Deutsch marks en trois ans.

Le syndicat DGB et les États Unis demandent le double. Le 23 mars, le gouvernement allemand annonce que le plan allemand s'éleva à 16 milliards de Deutsch marks. Schmidt affirmait qu'il s'agissait là d'une importante contribution à la reprise de l'économie mondiale. Depuis, les critiques contre les plans de relance mondiale se font

Comme c'est le cas pour le commerce, les États Unis tentent de faire porter tout le poids de leurs difficultés économiques sur les autres pays impérialistes, tout en mettant en place des rapports internationaux où est affirmée leur prééminence. Mais, dans les deux cas, cette politique a été contraindre par les contradictions importantes qu'elle a rencontrées dans son application.

C'est dans le domaine du nucléaire que la bataille est la plus chaude entre les États Unis d'une part, et la France et l'Allemagne d'autre part.

COMMENT LES USA VEULENT GARDER LEUR MONOPOLE NUCLEAIRE

La production de plutonium et les surrégénérateurs qui fonctionnent avec cette matière, permettant la fabrication de bombes, doit être stoppée. Ensuite, les États-Unis soumettent toutes leurs exportations de technologie nucléaire, à un contrôle très strict de leur part, et peuvent les stopper pour tout pays à tout moment, si elles deviennent «contraires à la défense commune et à la sécurité».

Les USA ont formé en mars dernier un regroupement avec le Canada et l'Australie pour définir une politique commune de vente d'uranium. A eux trois, ils disposent de 70 % du marché d'uranium occidental. Les États-Unis ont le monopole en Occident pour la transformation de l'uranium, en vue de faire fonctionner les centrales.

Malgré ces pressions énormes, les USA ne sont pas parvenus à la veille du sommet à faire admettre leur diktat. Le Japon poursuivait l'installation d'un surrégénérateur malgré l'avis opposé

des USA. Carter ayant interdit la vente de centrales à l'Espagne, l'Allemagne se présentait aussitôt pour remplacer les firmes américaines. Schmidt affirme plus haut que jamais, qu'il ne renoncera pas au marché brésilien. En utilisant toute leur puissance, les États-Unis ont en définitive essayé de briser le développement de l'industrie nucléaire hors de leur contrôle. Non seulement parce qu'ils veulent combattre la prolifération mais parce que c'est un monopole industriel et technologique qui leur échappe alors qu'il joue un grand rôle actuellement dans les équipements énergétiques, représentant des marchés énormes et constitue un atout décisif pour l'avenir.



des USA. Carter ayant interdit la vente de centrales à l'Espagne, l'Allemagne se présentait aussitôt pour remplacer les firmes américaines. Schmidt affirme plus haut que jamais, qu'il ne renoncera pas au marché brésilien.

En utilisant toute leur puissance, les États-Unis ont en définitive essayé de briser le développement de l'industrie nucléaire hors de leur contrôle.

LE CONTRÔLE AMÉRICAIN SUR L'EUROPE

Lançant son offensive sur trois points très sensibles, le commerce, la reprise et le nucléaire, Carter veut instaurer la collaboration des pays occidentaux sous la direction US.

Du même coup, l'ampleur de ces projets dépasse le cadre économique. C'est l'ensemble des rapports entre les États-Unis, le Japon, et l'Europe, qui sont en jeu. C'est en Europe que se concentrent les oppositions aux ambitions de Carter. Mais elles restent circonscrites à ces questions limitées. Jusqu'au sommet de Londres, aucun projet commun ne venait s'opposer au projet américain. S'ils ne parviennent pas d'un coup à soumettre les pays européens, les États-Unis jouent sur leurs faiblesses pour leur faire accepter les conditions qu'ils entendent imposer. D'abord, parce qu'aucun pays ne peut effectuer seul de relance économique, ils dépendent tous des décisions américaines.

Aussi, cette offensive se traduit-elle en termes politiques. D'abord, les États-Unis poussent à l'intégration européenne. Après avoir imposé Jenkins en tant que représentant de la CEE au sommet de Londres, ils appellent l'élargissement de la CEE malgré l'opposition de celle-ci. Ensuite, tout en assouplissant l'attitude à l'égard des partis révisionnistes, Carter annonce que «les États-Unis préfèrent que les gouvernements européens restent démocratiques et que des éléments totalitaires n'y prennent pas de l'influence».

En d'autres termes, l'influence accrue que les États-Unis veulent acquérir en Europe, se traduit en pressions nombreuses au niveau de l'orientation politique des États européens. Ce projet américain trouve d'autant plus d'assises que l'accord politique avec l'Allemagne lui garantit une place importante en Europe. Que les relations avec l'Allemagne soient soumises à des tensions, notamment dans le domaine du nucléaire, et celui de la relance n'empêchent pas - même si cela peut le limiter - qu'il y ait un accord politique profond, qui n'est pas remis en cause.

UNE MACHINE DE GUERRE CONTRE LE TIERS-MONDE

Le rassemblement des pays d'Europe et du Japon sous la direction des États-Unis, a pour but d'affronter le Tiers-Monde. Jusqu'à présent, les États-Unis ne sont pas parvenus à créer un front commun contre les revendications du Tiers-Monde. A plusieurs reprises, les États-Unis se sont retrouvés isolés sur leurs positions. C'est pourquoi Carter a pris l'initiative d'inscrire au programme des entretiens, la question du Nord-Sud, et de définir, une position commune sur le fonds commun de stabilisation des matières premières. Les propositions que les États-Unis entendaient faire accepter sont doubles. D'une part, le problème des prix des produits serait examiné cas par cas, ensuite «nous continuons de penser qu'un accord général est très difficile à négocier, mais nous n'avons aucune objection a priori pour discuter de la meilleure façon d'y parvenir».

C'est en rassemblant les pays européens et le Japon sur cette base qu'ils entendent affronter et mettre en échec le projet des pays du Tiers-Monde de créer un fonds commun financé par les pays riches, destiné à permettre la constitution de stocks pour régulariser les cours.

DJIBOUTI



Le chemin de fer reliant Djibouti à Addis-Abeba

Au débouché de la mer Rouge et donc du canal de Suez, surplombant l'Océan Indien où transite une part considérable des échanges mondiaux et en particulier 70 % du pétrole importé par la France, Djibouti présente un intérêt stratégique évident qui explique pourquoi l'impérialisme français s'y est si longtemps accroché, prétendant il y a encore peu de temps conserver sous sa tutelle la dernière colonie africaine de forme classique. S'il a dû finalement se résoudre à admettre l'indépendance du territoire, c'est sous la pression de la lutte du peuple de Djibouti, qui n'a jamais cessé, et n'a fait que grandir depuis 67, c'est aussi sous la pression des succès remportés par les pays du Tiers-Monde dans leur lutte de libération et notamment en Afrique, par les ex-colonies portugaises.

Mais le recul français n'est pas sans arrière-pensée. En prétendant dans un premier temps ne négocier l'indépendance qu'avec le fantôme qui avait géré la colonisation pendant 15 ans et s'était opposé violemment aux luttes les plus résolues de son peuple, Ali Aref, la France cherchait ouvertement à maintenir l'essentiel de ses positions à travers un régime néo-colonial. Obligé de discuter notamment avec les dirigeants de la LPAI qui depuis plus d'un an a été le catalyseur d'une part importante des manifestations pour l'indépendance totale,

l'impérialisme français n'en a pas pour autant abandonné son objectif. Pour cela, il n'hésite pas à se présenter comme il l'a toujours fait depuis des dizaines d'années comme le «protecteur» indispensable au maintien de la paix dans la région. «Face aux visées annexionnistes des pays voisins». Cet argument colonialiste a été rejeté par les masses de Djibouti qui, en luttant ont clairement proclamé leur aspiration à libérer leur territoire: de la présence militaire coloniale française et leur volonté de rejeter toute domination étrangère.

GOULED : «IL FAUT ATTENDRE»

Interrogé par le Quotidien du Peuple, Hassan Gouled, actuellement président de la LPAI, et qui fut longtemps à la tête de l'administration locale mise en place par la France, et pratiquement assuré d'être le prochain président du territoire indépendant, nous a déclaré : «Actuellement, je ne suis qu'un responsable de la LPAI. Tout de suite après les élections, sera investi un gouvernement, c'est ce gouvernement là qui prendra en mains les destinées du futur État. Pour le moment, nous sommes en période électorale, nous ne nous occupons que des élections. Il faut attendre».

Ce silence, qui est la règle de conduite des actuels dirigeants djiboutiens, le principe de la «coopération avec la France» qui a été retenu sans plus de précision, le ralliement spectaculaire d'Ali Aref à son ex-adversaire Hassan Gouled alimentent l'inquiétude sur le type «d'indépendance» qui a été réellement négocié à Paris. Il semble que pour le moment, la présence de la base française n'ait pas été remise en cause. Or, il n'agit là, -le départ des troupes françaises- d'une aspiration fondamentale des djiboutiens à laquelle il faudra bien répondre.

D'autre part, le nouvel État se trouvera confronté à un certain nombre de difficultés qui rendront malaisée sa réponse tant aux préten-

tions françaises, qui demeurent une grave menace contre l'indépendance de Djibouti, que contre les menées des super-puissances. Sur le plan de la défense du territoire les «groupes nomades autonomes» vestige local de l'armée coloniale sont plus un corps de police qu'une unité militaire et constituent la seule armée dont dispose à court terme Djibouti.

En imposant un découpage territorial totalement arbitraire, l'impérialisme a accumulé là-bas des contradictions entre ethnies qui ont été fomentées et utilisées par la France durant 115 ans et qui pourraient être aujourd'hui mises à profit par d'autres puissances.

Toutefois, en menant une lutte intransigeante contre la tentative néo-coloniale d'Aref, le peuple de Djibouti, a montré qu'il n'entendait pas se contenter d'une indépendance formelle. Il veut aussi que le départ des colons français s'accompagne d'une transformation réelle de la condition misérable qui lui a été faite pendant la colonisation. Avec les militants qui, dans la LPAI et au dehors restent vigilants sur les intentions des dirigeants officiels, il saura mener plus avant le mouvement historique qui arrache aujourd'hui à la domination française directe le dernier morceau de terre africaine encore sous le joug colonial.

AU CARREFOUR DES AMBITIONS IMPÉRIALISTES

Par Frédéric FERRER



Une manifestation populaire organisée par la L.P.A.I. en février 1976

L'URSS sur la route des Indes

Cherchant à profiter du mouvement de libération qui pousse irrésistiblement les peuples d'Afrique à se débarrasser de leurs anciens oppresseurs l'Union Soviétique multiplie les tentatives d'implantation dans l'Océan Indien. Le libre passage de ses navires dans la Mer Rouge, depuis la réouverture du canal de Suez lui permet de réaliser une liaison maritime directe entre ses ports de la Mer Noire et l'Océan Indien, alors qu'avant la guerre d'octobre elle était obligée de leur faire contourner l'Asie du Sud Est à partir de la Sibirie orientale. Pour garantir la circulation de ses navires, l'URSS cherche donc comme au vieux temps du colonialisme à obtenir des droits de mouillage puis des bases pour sa flotte de guerre sur la route des Indes. Déjà, elle a obtenu des facilités à Aden au Yémen démocratique, et semble t-il à Berbera en Somalie. Mais ces pays ne sont pas pour autant prêts à se soumettre docilement aux visées

soviétiques. Ils participent avec les autres États riverains de la Mer Rouge de tentatives visant à neutraliser cette voie de passage en en interdisant l'accès aux navires de guerre étrangers.

Une conférence s'est récemment tenue à ce sujet avec le Soudan, les deux Yémen et la Somalie à Taz et les positions qui y ont été affirmées ne vont pas sans susciter des inquiétudes au Kremlin. Récemment, Podgorny, alors qu'il recevait le président Éthiopien, Mengistu à Moscou déclarait : «Les événements des derniers temps démontrent que les impérialistes voudraient établir leur contrôle sur cette région avec l'aide de certains pays arabes, en premier lieu l'Arabie Saoudite et ceci en violation des droits légitimes des autres États et peuples de cette région, au détriment de la libre navigation internationale». Sous entendu la libre navigation de la flotte soviétique dans la région

nées de la réaction intérieure et extérieure» laissent augurer d'une coopération accrue entre le Derg (1) et Moscou.

Or, avec le chemin de fer Addis-Abbeba-Djibouti la dernière colonie française en Afrique est maintenant le seul débouché maritime de l'Éthiopie, les ports d'Asmara et de Assab ayant été rendus d'usage incertain par les développements de la guerre en Érythrée. L'Éthiopie a solennellement renoncé devant l'OUA à toute prétention annexionniste sur Djibouti, mais ne risque-t-elle pas d'être poussée à revenir sur cette décision d'une manière

plus ou moins déclarée ? N'est-ce pas ce qui est en cause lorsque l'Éthiopie par exemple se plaint de la «sous-représentation des Afars» dans l'assemblée territoriale élue hier, ou lorsqu'elle lève deux nouvelles divisions comportant notamment des combattants Afars, et qu'elle les masse dans la région frontalière de Djibouti et de la Somalie ? Le déroulement du récent voyage de Moscou augure de nouvelles menaces contre la sécurité des peuples de la région.

(1) : La junte militaire au pouvoir.

LES AMÉRICAINS ENCORE...

Si l'impérialisme US semble à première vue s'intéresser moins activement aux développements de la situation dans cette région du monde, sa présence n'en continue pas moins d'y peser avec force.

Mais surtout, il préfère agir par l'intermédiaire de certains régimes alliés qui restent nombreux dans la région. En particulier, l'Arabie Saoudite à l'aide de ses pétro-dollars, a commencé de mener à bien une série de projets économiques au Soudan et en Égypte, auxquels les intérêts US ne sont pas étrangers. Ainsi les États-Unis n'ont pas les mêmes intérêts que leur rival soviétique à la libre navigation dans la mer Rouge et ils peuvent voir se développer d'un bon œil les tentatives de neutralisation de cette voie maritime en espérant les détourner pour leurs propres fins.

Par ailleurs, en tentant de s'infiltrer dans le mouvement de libération de l'Érythrée, les USA cherchent à s'opposer directement à la pénétration soviétique, en isolant la junte éthiopienne.

L'impérialisme américain compte aussi bien sûr sur l'appui de l'état d'Israël, et aussi sur celui de la France qui pourrait jouer un rôle de gendarme.

En tout cas, avec la puissante base de Diego Garcia, au cœur de l'Océan Indien, avec les deux flottes qu'ils entretiennent des deux côtés de la mer Rouge, en Méditerranée et dans l'Océan Indien, les États-Unis aussi se tiennent prêts à intervenir.

RÔLE DE L'ÉTHIOPIE

L'URSS a trouvé dans la junte au pouvoir à Addis Abbeba un allié qui recherche à travers l'aide soviétique le moyen de faire face aux multiples convulsions qui agitent l'empire éthiopien : qu'il s'agisse de mouvements de libération comme celui de l'Érythrée ou des différentes oppositions rencontrées sur le territoire éthiopien. Un soutien po-

litique, des armes, des conseillers militaires, c'est la forme que prend pour le moment la «protection soviétique» sur l'Éthiopie. Mais les conversations de Moscou qui ont envisagé plus particulièrement la question de ce que le communiqué commun appelle «la défense des acquis révolutionnaires du peuple éthiopien contre les me-

Ethiopie

SOUTIEN TOTAL DE L'URSS A LA JUNTE

Le voyage du chef de la junte fasciste du Derg, Mengistu, en URSS, s'est terminé dans une atmosphère très chaleureuse. Après avoir été reçu par Podgorny, il a rencontré Brejnev. Dans le communiqué final, le régime de Brejnev appuie la répression du Derg contre les révolutionnaires et les masses populaires ; il justifie également la guerre menée contre le peuple d'Erythrée : « Nous apprécions avec compréhension vos efforts, pour régler ce problème sur une base démocratique ». De son côté, Mengistu a repris explicitement la position de l'URSS sur la Mer Rouge : « La Mer Rouge n'étant la propriété de personne, a été et reste une voie maritime internationale ».

Les résultats du voyage de Mengistu sont restés officiellement vagues : « Les deux parties ont exprimé leur volonté de renforcer leurs relations dans les

domaines politique, économique, culturel et dans d'autres encore ». Mais la fourniture d'armes soviétiques s'accélère, alors que de plus en plus l'Erythrée échappe au contrôle de la junte et que celle-ci veut organiser une nouvelle « marche » de 200 000 paysans embrigadés contre le peuple érythréen. Selon les informations en provenance de Djibouti, l'URSS a déjà livré de nouveaux chars T 54 et des mitrailleuses qui seront utilisés dans cette aventure sanglante.

Pendant la visite de Mengistu, plusieurs dizaines d'étudiants éthiopiens ont occupé l'ambassade d'Ethiopie à Moscou pour protester contre la répression et contre le soutien de l'URSS à la junte. Ils ont été violemment expulsés par la police de Brejnev. Déjà le social-impérialisme avait interdit les activités des organisations étudiantes é-

thiopiennes en URSS et en Europe de l'Est.

Samedi, à la cité internationale à Paris, plusieurs centaines d'étudiants ont manifesté à l'appel de l'Union des Étudiants Éthiopiens en France, contre la répression de la junte et le soutien qui lui est apporté par l'URSS. Dans un communiqué l'UEEF déclare : « L'Union Soviétique a pendant deux ans soutenu politiquement le régime militaire contre le PRPE et les

masses populaires, a juré d'aider Mengistu et le Meison pour « écraser les ennemis internes et externes ». Elle est allée jusqu'à fournir des armes qui seront utilisées contre le peuple éthiopien. Voilà le rôle contre révolutionnaire de l'Union soviétique. Le comble c'est que cet assassin soit applaudi par le Kremlin en tant que ces héros de la révolution éthiopienne ». Face aux balles soviétiques ou américaines, les masses éthiopiennes ne baissent pas la tête ».

ONU : dénonciation des multinationales en Afrique australe

La commission de l'ONU sur les multinationales a adopté vendredi une résolution demandant aux multinationales de s'abstenir de tout investissement dans les pays contrôlés par les régimes racistes et de s'en retirer progressivement. Les États Unis, la France, la Grande Bretagne et l'Allemagne avaient voté contre cette résolution.

Galley en Mauritanie

CONTRE LE PEUPLE SAHARAÏ, AIDE MILITAIRE ACCRUE

Galley, ministre de la Coopération, est depuis vendredi en visite officielle en Mauritanie. Ses entretiens avec Ould Daddah ont, bien entendu, porté sur l'aide militaire, qui devrait considérablement augmenter après la victoire remportée par le Polisario à Zouerate. En 1973, de même qu'il nationalisait les mines de fer, le gouvernement mauritanien avait dénoué les accords militaires avec l'impérialisme français. Ould Daddah avait alors déclaré qu'ils constituaient « une entrave à l'indépendance totale ». Cette aide militaire comprendrait des fournitures en armes et en munitions, mais aussi des équipements spécialement destinés à combattre les patriotes sahraouis : des hélicoptères pour surveiller le désert et des dispositifs de détection modernes. Les

informations officielles insistent sur le fait qu'il s'agit d'une aide en matériel et non pas en hommes. Mais ce matériel est assorti de « techniciens » et de « spécialistes » dont on sait que le plus souvent ce sont des officiers français « en congé ».

Ainsi, après avoir préparé le terrain à la conférence franco-africaine en prétendant défendre l'intégrité territoriale des pays africains, Giscard s'engage encore plus directement dans la guerre contre le peuple sahraoui. Le gouvernement mauritanien, qui avait tenté de se dégager de l'emprise de l'impérialisme français, la voit se resserrer dans le cadre de l'agression contre la R.A.S.D. à laquelle il s'est associé avec le régime de Hassan II.

États Unis : procès de Wilmington

PROCES DU RACISME

Aujourd'hui, le pasteur Ben Chavis, et ses camarades de Wilmington, condamnés à des dizaines d'années de prison en 1972, par la justice raciste américaine passent en appel. Une campagne internationale de protestation a été lancée pour soutenir ces militants pour les droits civiques, victimes de l'oppression raciste qui continue à sévir aux États Unis.

Les faits remontent à 1971. Le pasteur Ben Chavis vient enquêter sur la situation à Wilmington, en Caroline du Nord, État du Sud. 18 jeunes noirs venaient d'être expulsés de l'Université. Les militants pour les droits civiques organisent un boycott des cours et des cours parallèles dans une église. C'est alors que les racistes du Ku Klux Klan, menacent, provoquent et agressent les militants, projetant, d'incendier l'église avec la complicité de l'État de Caroline du Nord. Ben Chavis, à la tête de 2 500 manifestants, exige de l'administration raciste le couvre-feu. La manifestation est attaquée par les racistes qui encerclent l'église, tirent et provoquent des incendies. Il y aura plusieurs morts.

Un an plus tard, Ben Chavis, et neuf autres militants sont accusés d'avoir mis le feu à une épicerie et d'avoir provoqué les violences dont en fait le Ku Klux Klan est coupable. Le

procès, en 1972, est entaché de très nombreuses irrégularités. Les accusations reposent uniquement sur une déclaration d'un droit commun Allen Hall, manipulé par les flics racistes. Les dix de Wilmington sont condamnés à 282 ans de prison, dont 34 pour Ben Chavis. En 1976, Allen Hall revient sur son faux témoignage et avoue qu'il lui a été extorqué en échange de sa libération. Isolé et maltraité en prison, Ben Chavis devra faire la grève de la faim pendant 130 jours pour obtenir le droit de recevoir des visites.

POURQUOI LA CAMPAGNE DES RÉVISIONNISTES

Le retentissement donné par le PCF à la campagne pour les dix de Wilmington (venue d'Angela Davis à Paris, meeting à la Mutualité) a un but bien précis : il s'agit de montrer que le PCF est le « meilleur défenseur des libertés », il s'agit en mettant l'accent sur la répression aux USA,



Ben Chavis dans la prison Mac Lain

de faire croire que cette répression est sans commune mesure avec ce qui se passe en URSS (des « entorses à la légalité socialiste »).

Le but du PC des États Unis est de se servir de cette campagne pour obtenir largement le soutien des Noirs américains. Ce parti, très faible, cherche à créer un parti de masse,

qui pourrait faire concurrence aux partis démocrate et républicain. Il se sert d'Angela Davis pour lancer une organisation de masse contre la répression notamment en Caroline du Nord. Mais cette politique n'a pas pour le moment rencontré un large écho : aux élections, le parti révisionniste ne recueillait que quelques milliers de voix.

Le Ku Klux Klan chez les marines

Camp Pendleton, en Californie, est un des plus grands camps de Marines aux États Unis. Tous ces derniers mois, le Ku Klux Klan y a organisé des activités et recruté des membres. Il a pu distribuer des tracts racistes à l'intérieur du camp, brûlé une croix (cérémonie traditionnelle de la secte) et fait venir le président national du KKK, Davide Duke. A partir du camp, ils ont organisé des attentats contre des organisations progressistes noires. Aucune mesure n'a été prise contre ces activités, sinon, après une importante mobilisation de masses, la mutation de quelques Marines, membres de la secte raciste.

Quelques statistiques sur les noirs

Le taux de chômage reste toujours à peu près le double de ceux des blancs. En octobre 1975, par exemple, le chômage national était 8,6 % tandis que pour les Noirs il était 14,2 %. Parmi les jeunes noirs dans les grandes villes industrielles comme Détroit, le pourcentage monte jusqu'à 50 ou 60 %.

Le recensement de 1970 a montré qu'un tiers des noirs (41 % des enfants) sont « pauvres » (9 % pour les blancs), un quart de toutes les familles noires n'avient pas un homme qui travaillait (les femmes noires trouvent plus facilement du travail... comme femmes de ménage).

Bien que les Noirs n'occupent que 10 % de tous les logements, ils occupent 28 % des logements insalubres.

La Commune au jour le jour

Par Paule SACONNET

Mardi 9 mai 1871



Rossel sera jugé et fusillé par les Versaillais le 28 novembre 1871.

C'est le délégué à la guerre lui-même, Rossel, qui va apprendre à la Commune et aux Parisiens la chute du fort d'Issy.

Mais de quelle étrange façon !

Sans prévenir le Conseil de la Commune, il fait imprimer à 10 000 exemplaires une affiche, ainsi libellée «le drapeau tricolore flotte sur le fort d'Issy». Ne croirait-on pas un bulletin de victoire versaillais ?

Et dans les journaux, il fait paraître une lettre ouverte de démission où il dénonce les erreurs militaires de la Commune, et se terminant ainsi : «J'ai deux lignes à choisir : briser l'obstacle qui entrave mon action, ou me retirer.

Je ne briserai pas l'obstacle, car l'obstacle, c'est vous et votre faiblesse ; je ne veux pas attenter à la souveraineté publique.

Je me retire et j'ai l'honneur de vous demander une cellule à Mazas».

A travers ces paroles, l'on voit que Rossel fait passer «son honneur» avant la sauvegarde de la Commune puisqu'il révèle publiquement, donc à Thiers par la même occasion, toutes les faiblesses militaires de la défense de Paris.



Réunions, discussions, rencontres avec Rossel : le Conseil de la Commune est perplexe. Rossel est-il un traître ? Faut-il l'arrêter ? Ou n'est-ce qu'un patriote en colère ? Une contre-affiche rassurante, est placardée sur les murs : elle se termine par «La Commune vient de prendre les mesures énergiques que comporte la situation».

La «Commission des barricades» renforce les défenses à l'intérieur de Paris.



Un constant échange de dépêches entre Versailles et les préfets et les commissaires de police des régions autour de la capitale vise à resserrer le blocus des vivres ; mais les mailles ne sont pas encore assez fines, comme le Commissaire de Creil : «On me signale toujours Chantilly comme étant le centre de nombreux approvisionnements qui seraient dirigés sur Paris, soit par le chemin de fer, soit par les autres voies ordinaires».

Livre conseillé : Édith Thomas «Rossel» (NRD)

DANS NOTRE COURRIER

La justice au quotidien

NOUS ROULIONS À 2 SUR UNE MOBYLETTE

Chers camarades,

Pour apporter une autre pièce à votre enquête sur la justice : arrêté avec une amie par un flic il y a quelques années parce que nous roulions à 2 sur une mobylette, le ton monte car le «représentant de l'ordre» est très provocant. Celui-ci me saisissant au col, mon amie lui égratigne la main avec un ongle en voulant me protéger. Passe un car de flics : c'est vite le circuit classique - commissariat, tabassage dans une pièce par cinq flics en furie, inculpation de «violences à agents», et direction La Santé et la Petite Roquette. Après 3 journées de séjour dans ces lieux, nous passons en jugement. Heureusement pour nous un fonctionnaire compréhensif de la prison avait accepté de prévenir l'extérieur, et nous avions un avocat.

Quelle n'est pas notre stupeur en voyant entrer le flic en question soutenu par deux collègues, le bras et une partie du bassin dans le plâtre !! Devant cette mascarade, nous demandons

bien entendu une contre-expertise : le juge nous répond que pour cela il faut immédiatement payer une avance de 800 F, et que le jugement serait reporté à quinzaine, nous, pendant ce temps réintégrant notre cellule.

Bref nous avons compris. Le jugement est très rapide : 3 semaines avec sursis, amendes, dédommagements, remboursement à la Sécurité Sociale des flics les soi-disant frais médicaux et paiement du salaire du flic pendant son arrêt de travail de plusieurs semaines !! En tout, plus d'un million de francs anciens en valeur actuelle.

Leur justice était passée. Mais nous étions Français, blancs, nous avions un avocat. Que dire de tous ceux qui passaient avec nous, jeunes, immigrés, qui en prenaient pour des mois de prison ferme pour une pécadille, avec pour les derniers la certitude d'être expulsés à leur sortie de prison !

Salutations révolutionnaires.

F. Paris

LA LIBRAIRIE POPULAIRE À LILLE

«La Librairie Populaire», 40 rue Jules Guesde à Lille (quartier de Wazemmes) édite des bons d'achats de soutien à 100 F, 10 F et 20 F. Ces bons sont échangeables jusqu'au 15 juillet 1977 contre la quantité équivalente d'ouvrages (en une ou plusieurs fois).

De même des «colis du militant» seront en vente à 50 F (classiques du marxisme-léninisme, + livre de poche, revues etc...).

Vos achats (bons ou colis) nous permettront de vous offrir un choix d'ouvrages

plus important, de rendre notre librairie plus vivante, plus attrayante.

Nous vous remercions d'avance pour votre soutien et vous invitons à «La Librairie Populaire» 40 rue Jules Guesde à Lille (Nord). De cette librairie, nous voulons faire une arme efficace, un lieu de discussions, de confrontation d'idées, une librairie au service du peuple.

Toute suggestion, proposition sera également bien accueillie (vous pouvez nous écrire).

Notre téléphone : 57.53.52

Communiqué

CHAQUE LUNDI SOIR à 21 H
AU CAFÉ-CINÉ LA TANIÈRE
DEUX FILMS SUR LA CHINE

réalisés par M et X. Luccioni

«L'OCCUPATION DU TEMPS LIBRE EN CHINE»

«ORGANISATION SOCIALISTE CONTRE

TREMBLEMENT DE TERRE»

Les séances seront suivies de débats en présence des auteurs.

Participation aux frais (avec consommation) : 10 F

Présentés par le GRESH

**TÉLÉPHONEZ
AU QUOTIDIEN**

636.73.76.



10 millions pour le développement du Quotidien du Peuple

FRONT ROUGE N° 15

SOMMAIRE

Editorial.....	p. 3
Mouvement de rectification : Quelques éléments de bilan.....	p. 5
Manifestation et Rassemblement Communiste : Plein succès de la journée du 3 avril.....	p. 11
La Commune : Le prolétariat au pouvoir.....	p. 14
Renault-Billancourt : A l'heure de la défense des nationalisations.....	p. 20
Avant le Congrès du PS : Le rôle du CERES.....	p. 24
Histoire du mouvement ouvrier : Aux origines du 1 ^{er} Mai.....	p. 27
Les «Ballets de Changhai» : Un exemple d'art révolutionnaire.....	p. 30
Les multinationales : Impérialisme et firmes multinationales.....	p. 31
D'Helsinki à Belgrade : Deux ans de rivalité accrue.....	p. 35
Inde : Un tournant historique.....	p. 41

Passez vos commandes à
BP 68 75019 PARIS 6 F

manifeste

pour le socialisme

PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE
Marxiste-Léniniste

MANIFESTE POUR LE SOCIALISME PRIX 8 F

Le Quotidien du Peuple
Adresse Postale BP 225 75 924 Paris Cède: 19
Crédit Lyonnais Agence ZU 470, Compte n° 77718 J
Directeur de Publication : Y. Chevet
Imprimé par IPCC - Paris
Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

Elise

ou
la vraie vie

Claire Etcherelli

5^e épisodeCollection «Lettres Nouvelles»
copyright Édition Denoël

Il m'arriva de lui proposer un emploi dans les maisons qui me faisaient travailler. « Non, mais... » me rabrouait-il avec ce mépris particulier à ceux qui, n'ayant jamais travaillé, passent leur vie dans l'attente d'une occupation digne d'eux. Une seule passion l'habitait : son amour neuf. Sans copains pour ironiser, railler, vulgariser les premiers désirs, les élans, et tout ce qu'on veut dire à dix-huit ans avec le mot amour, il l'avait agrandi démesurément, transfiguré. Son imagination féconde, l'indifférence qui le coupait de ce qu'il appelait « le reste » l'enfermaient entre leurs murs épais, le préservaient de nous. Quand les fenêtres s'ouvrirent après les pluies de mars, il y avait eu, dans le petit matin, Marie-Louise, les bras levés, coiffant sa frange noire. Une ombre d'abord, des contours imprécis, puis, à l'approche de l'été, un visage doré par le contre-jour.

La grand-mère les heurta, un soir qu'ils s'embrassaient derrière la porte de la rue. Elle se fâcha, lui conseilla de chercher des filles ailleurs que dans la maison.

Je fouillais souvent sa chambre et son linge. Mais il avait un désordre si bien organisé qu'il pouvait cacher quelque chose sans risque. Sur le mur, la carte s'empoussiérait. Il ne nous supportait plus, nous blessait de ses critiques grossières et quand il nous parlait — ce qui arrivait rarement — il se lançait dans des dissertations enflammées sur la fierté d'être, en des temps pareils, un opprimé.

— Oui, mais toi, Lucien, tu fais ce que tu veux. Jusqu'à maintenant, il est vrai, tu as choisi de ne rien faire.

Je l'atteignais. Je le voyais dans ses yeux. Il m'aurait frappée avec plaisir. Alors, il retournait dans sa chambre. Devant ses yeux, la fenêtre de Marie-Louise. Il écrasait son front contre la vitre, attendait qu'elle parût, lui faisait signe et sortait.

Le soir du réveillon, il s'habilla de bonne heure.

— Tu ne dînes pas avec nous ?

— Oui, mais avant, je passe chez un copain.

— Tu as un copain ?

— Eh oui, j'ai un copain.

Nous attendîmes tard. Sans lui fondait la joie des réveillons, la féerie de la cuisine odorante avec les plats recouverts jusqu'au dernier moment, la surprise cachée dans le four.

— Il doit être avec celle d'en face, dit la grand-mère.

Puis elle se mit à évoquer les morts en mangeant la surprise.

Quand furent passées les fêtes, je me décidai, j'allai à Saint-Nicolas, et vis le principal. Lucien y avait fait ses premières classes, la paroisse prenant habituellement un orphelin en charge dans une de ses écoles. J'exposai le cas de mon frère. Le principal m'écrivit le surlendemain et m'annonça qu'il engagerait Lucien à la rentrée de janvier pour surveiller les études du soir. C'était tout ce qu'il pouvait faire; il le convoquerait sous peu. Lucien, quand il reçut la lettre, la lut, la relut et disparut dans sa chambre. A table, il ne dit rien et sortit comme les autres jours. Le soir, je l'interrogeai :

— Tu n'as rien reçu d'important ce matin ?

Il me regarda durement.

— Ah, c'est toi ? C'est tout à fait ton genre. Mais est-ce que vous ne pouvez pas me laisser tranquille ? Tu te rends compte, moi, surveillant ? Si c'était le besoin d'argent, il fallait le dire, j'avais les quais, l'usine...

Il y alla pourtant.

(à suivre)

Point de vue sur

«NOIRS ET BLANCS EN COULEURS»

«La victoire en chantant»

Un film de J.J. ANNAUD

1915 : quelque part en Afrique, une poignée de colons français vaquent à leurs affaires, ils ignorent encore que la première guerre mondiale a éclaté. Deux négociants, à la fois amis et concurrents, leurs

femmes, deux prêtres particulièrement soucieux de leur commerce en bonjourneries, ventes de médailles et de statuettes en plâtre, un sergent qui n'a pas tellement l'âme du baroudeur et attend l'heure de la retraite.

Tout ce petit monde imbécile, vulgaire et raciste, ripaille tranquillement. Seul, dans la colonie, un jeune homme tranche par son attitude, il est cultivé, géographe et se tient plutôt à l'écart. Sur sa table de travail, le portrait de Jaurès ; de la métropole, il reçoit «L'Humanité», c'est d'ailleurs ce journal qui apprend aux colons la nouvelle du déclenchement de la guerre. Le jeune homme est un «socialiste», et il récuse le racisme ouvert de ses compagnons. Pour lui, les Africains ne sont pas méprisables, puisque, écrit-il dans une lettre à un de ses professeurs, «par leur tranquillité champêtre, ils rappellent les paysans d'Indre-et-Loire».

Les colons français décident d'entrer en guerre. Une attaque contre le poste de la colonie allemande voisine, est décidée. Qui va être l'armée française ? Les Africains que l'on enrôle, à l'aide des tirailleurs, avec la plus grande brutalité. On veut faire vite : «Une journée d'entraînement suffit» disent les négociants qui n'ont pas l'intention de nourrir les indigènes envoyés au massacre. Le résultat de l'attaque est un désastre : les Africains partis derrière le

drapeau français subissent les effets de la mitrailleuse allemande et des pièges disposés par les Allemands autour de leur poste. Les colons qui suivaient à distance, tout en déjeunant sur l'herbe par un beau soleil, replient rapidement la nappe ; maintenant, ils ont peur que «les boches arrivent».

Désormais, c'est le jeune socialiste qui va prendre les affaires en main. Alors, les choses vont changer. Lui qui écrivait, parlant des Africains : «je ne suis pas loin de penser que ce sont des hommes», va organiser la guerre avec d'autres méthodes : on n'enrole plus les indigènes sans avoir au préalable «négocié» avec le chef africain du village, en essayant de le convaincre qu'il y va de l'intérêt de «tous» d'envoyer les hommes au feu, maintenant on distribue de la nourriture et du vin, beaucoup de vin, aux combattants, les femmes des négociants courent des pagnes pour les indigènes, et le prêtre alsacien enseigne même quelques mots de français aux soldats africains. Et pour «couronner» le tout, le jeune socialiste épousera mé-

me très officiellement une Africaine, ce qui ne manque pas de choquer le reste de la petite colonie française.

La guerre s'achève. Après les massacres et les mutilations d'Africains dans les tranchées «comme là-bas en Europe», les colons français fêtent les retrouvailles avec leurs collègues allemands et aussi les Anglais qui étaient dans les parages. Le jeune socialiste rencontre un confrère allemand sous l'uniforme d'officier, avec lequel enfin il peut deviser de sujets «élevés».

La satire contre les colonialistes, et aussi contre les «socialistes» est sans pitié. Avec des artistes tels que Jacques Dufilho dans le rôle du négociant, les colons sont tournés en ridicule avec beaucoup de force. Et l'église se voit aisément régler son compte.

Mais, quelle est la place des Africains dans le film ? Ceux-ci sont vus de manière très extérieure. Sans doute y a-t-il, surtout au début du film, de bons passages : ainsi lorsque transportant les colons dans des chaises à porteur, les Africains chantent en se répondant : «ton blanc est-il lourd ? Le mien est lourd comme un bœuf» ou «et le mien sent des pieds» : les colons ont les oreilles rabattues sans savoir ce que

chantent les Africains qui les tournent ainsi en ridicule. Mais, quelles réactions parmi la population vis à vis de l'enrôlement forcé, et de toute la politique coloniale, ceci reste passé sous silence.

Enfin, jusqu'à quel point le rôle des socialistes, artisans de «l'union sacrée» et massacreurs des peuples coloniaux, durant des décennies, est-il dénoncé ? Dans le film, lorsqu'il devient organisateur de la guerre, le géographe est-il encore socialiste ? On ne le sait pas trop.

Le film présente tout de même un incontestable point de vue anti-colonialiste et il dénonce clairement le rôle de ceux qui, sous prétexte d'«humanisme» ou de «socialisme», essaient de camoufler quelques aspects des guerres impérialistes pour mieux les défendre. Et l'arme du rire utilisée dans le film est bien loin d'être négligeable.

D.V.

Le film passe actuellement à Paris, aux cinémas Marbeuf (18^e) Secretan (19^e)

Programme télé

LUNDI 9 MAI

TF 1

13 h 50 - Restez donc avec nous
18 h 00 - A la bonne heure
18 h 35 - Nounours
18 h 40 - L'île aux enfants. Pour les jeunes
19 h 00 - Bonsoir chef. Feuilleton
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 45 - Eh bien... raconte !
20 h 00 - JOURNAL
20 h 30 - Branquignol. Film français
21 h 45 - Pour le cinéma
22 h 50 - Journal et fin des émissions

A 2

14 h 00 - Aujourd'hui madame
17 h 05 - Arsène Lupin

18 h 35 - Tchou-Tchou, petit moineau
18 h 45 - Flash information
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 45 - La Tirelire
20 h 00 - JOURNAL
20 h 30 - La Tête et les jambes
21 h 55 - Tous les chemins mènent à Rome.
22 h 45 - L'huile sur le feu
23 h 25 - Journal et fin des émissions

FR 3

19 h 45 - La chronique du mois
19 h 05 - Sports 22
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Tribune libre
19 h 55 - JOURNAL
20 h 00 - Les jeux de vingt heures
20 h 30 - Archimède le clochard. Comédie française
22 h 00 - Journal et fin des émissions

ce temps qu'on nous vole

La logique d'un plan

Face à l'augmentation de la population bisontine, cinq quartiers d'HLM ont été construits à la périphérie. Cela ne suffisait plus : à 7 kilomètres du centre, une ville nouvelle : Planoise doit rassembler près de 40 000 habitants. Les gens se trouvent de plus en plus éloigné de leur lieu de travail, le volume du trafic s'amplifiant, la circulation devenait impossible. La municipalité adopta alors un plan de circulation à grand renfort de publicité et non sans opposition de la part des commerçants. Les objectifs :

- interdire ou décourager la circulation automobile, au centre, dans la boucle.
- laisser ainsi la priorité aux piétons et aux bus.
- réaliser une rocade et des parkings pour les automobilistes de passage.
- faire circuler des minibus au centre ville et le soir.
- augmenter le nombre de bus de sorte qu'actuellement, plus de 25 000 bisontins les prennent chaque jour.

Sans conteste, ce plan est une réussite représentative d'une rationalisation indispensable de l'urbanisme existant. Par exemple, si ces 25 000 personnes prenaient chaque jour une voiture, cela ferait près de 100 kilomètres de long ! Économie de temps, économie d'énergie. C'est appréciable en période de crise ! A part certaines dépenses contestées comme celle du revêtement de la rue piétonne particulièrement glissant et fragile.

Le plan de circulation mis en œuvre au centre de Besançon, revient à détourner la circulation automobile vers une rocade extérieure, et à dégager le centre-ville pour les transports en commun et les riverains. Des mini-bus relient les grands parkings périphériques au centre. Jusqu'en janvier 76, des taxis et des camionnettes remplaçaient les bus aux heures creuses. L'«appel» de transport créé par le succès de ce système a entraîné le relai des taxis par des mini-bus et des autobus traditionnels. Pour le centre de la ville, ce système de transport est incontestablement fonctionnel.

Est-ce pourtant un modèle «socialiste»? Il faudrait voir à qui cela profite et qui paye. Tandis que de nombreux travailleurs se trouvent mal desservis dans les quartiers périphériques ou les banlieues, dépendent des bus de l'entreprise, les «espaces piétonniers» du centre profitent surtout à la bourgeoisie et à la petite bourgeoisie désœuvrée qui s'y pavanent, ne manquant pas une occasion de protester contre les «intempestives» manifestations d'ouvriers ou de chômeurs le soir ou le samedi après-midi, qui troublent leur tranquillité et leur commerce.

BESANÇON : UN MODELE POUR LES TRANSPORTS ?

Reportage de nos correspondants de Besançon



Une famille nombreuse :

«Isolés comme on est à Planoise, cette sorte de cité dortoir, on est obligé d'aller en ville régulièrement surtout pour les enfants ou pour aller faire des courses. Ça coûte cher et ça prend du temps. Alors, avec le système actuel, on a intérêt à prendre le bus, malgré la lenteur (près de 20 minutes : pas encore de ligne directe rapide) malgré l'entassement aux heures de pointe et malgré aussi un certain énervement qui

conduit à des incidents où le racisme anti-jeunes ou contre les immigrés n'est pas exclu.

Mais par rapport à d'autres villes, c'est sans comparaison : les bus sont beaux, propres et confortables, il y a le service minimum le soir et le dimanche et avec les cartes, ça ne revient pas trop cher, par exemple, pour ma fille qui doit aller au lycée à plus de 5 km, le transport est gratuit, le problème, c'est pour aller d'un quartier périphérique à un autre.»

«3 BUS POUR ALLER TRAVAILLER !»

«A défaut de liaisons directes d'un quartier périphérique à un autre, je dois prendre deux bus et un troisième car spécial de l'usine. Je dois partir à 7 heures pour arriver à 8 heures. Et le soir, c'est souvent plus long, 16h45 à 17h55 au moins. Deux heures de car, le plus souvent debout, et comme les horaires des bus sont élastiques, on risque de rater les correspondances et donc le dernier car, c'est à dire manquer toute une journée, donc perdre 75F puisqu'il n'y a pas d'autres liaisons avec cette usine située à la campagne.

Pourtant dans notre boîte, il y en a qui ont moins de problèmes : le patron et les cadres ont leur Mercedes et leur essence payée par l'usine et quelques employés privilégiés qui ont droit à des mini-bus directs. Le reste du personnel a droit à deux cars

des «Monts Jura» tombant en ruine et sans strapontin. Quand ils ont embauché massivement des intérimaires, il a fallu qu'une femme s'évanouisse pour qu'ils se décident à faire circuler provisoirement un troisième car.

Le tarif des bus de la ville n'est pas trop mal avec les cartes ou les tickets achetés dans les kiosques : on peut circuler une heure avec le même ticket. Mais si j'oublie d'en acheter, cela me revient à 7,20F les 4 tickets achetés dans le bus pour la journée. Ça fait cher du kilomètre !

Le patron ne nous a pas fait de cadeaux en nous «offrant» les cars gratuits quand il a déménagé son usine à la campagne puisqu'on est obligé de payer pour aller à ce car.»

une ouvrière de DIFO, habitant les 408



LES OUVRIÈRES DE KELTON «PAS POUR NOUS !»

«Ramassées tôt le matin, dans un rayon de plus de 50 km, pour arriver à 7 h 24 à l'usine ; habitant pour la plupart à la campagne, on est donc à la merci des cars de Kelton. Si le patron veut lock-outer ou briser une

grève, il lui suffit de supprimer le ramassage. Le soir, pas question de rester pour une réunion, ou pour une manif, il faut reprendre le car à 16 h 30. Alors, les transports à Besançon, c'est pas pour nous !»

LES OUVRIERS DE LA RHODIA



La Rhodia

«On travaille en équipe de 4/6, alors on est beaucoup à avoir construit dans la banlieue pour être plus au calme. Moi, ça fait treize ans que j'ai bâti dans ce village. On va au boulot en voiture, on s'arrange avec les gars du même poste. Pour prendre le boulot à 4 h du matin, on met 10 minutes et ça nous revient à 30 F par mois et par personne pour l'essence.

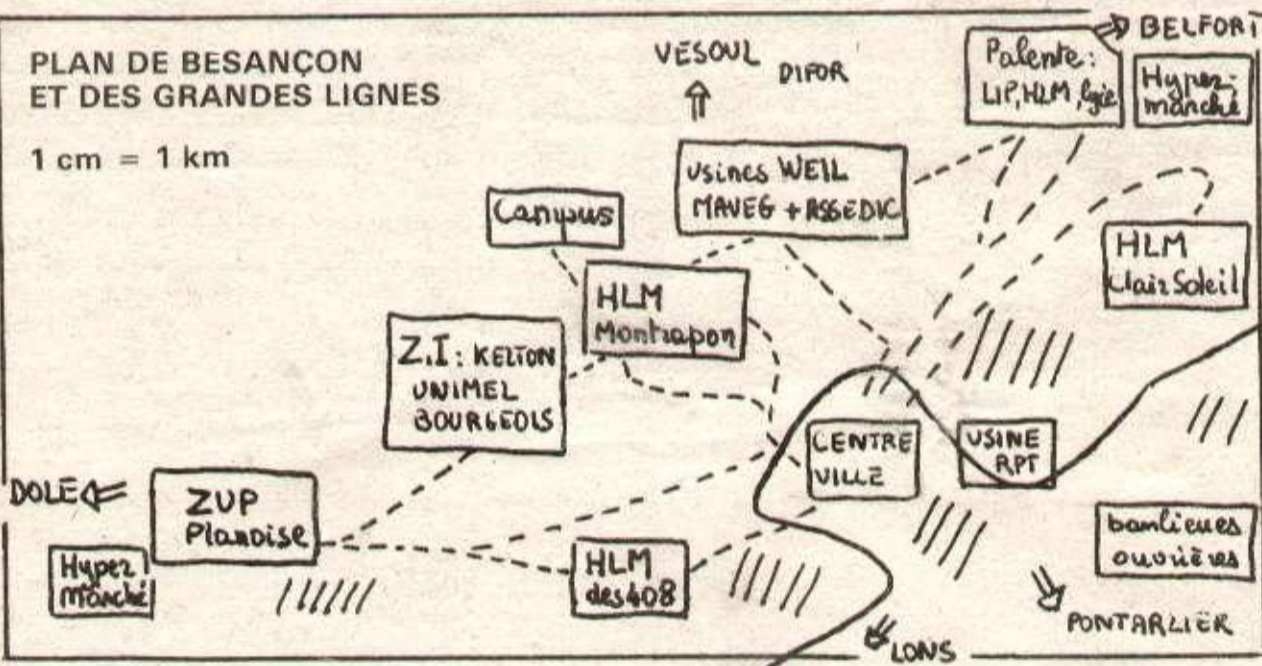
«Pour nous, les transports en commun sont inutilisables (inexistants ou pas à nos heures). Par contre, on paye,

puisque l'entreprise nous prélève le 1% sur les salaires pour les transports, et si on veut se garer en ville, il faut payer le parcimètre !

«Le gros problème pour nous dans la banlieue, c'est les transports scolaires. Les cars sont dans un état lamentable, les trajets sont mal organisés, les gosses sont crevés et du coup, suivent mal en classe. Dernièrement, une grève au CES de Saône a été organisée à ce propos.»

PLAN DE BESANÇON ET DES GRANDES LIGNES

1 cm = 1 km



SERVICE PUBLIC ET GROS SOUS

Sous l'impulsion de l'ancien adjoint (1) aux transports, ancien cadre aux Compteurs Schlumberger, la ville s'est dotée successivement :

- d'une multitude de parcimètres vendus par... l'entreprise Schlumberger et gérés par Locapark (lié à la Société des Grands Travaux de Marseille) qui empêche au moins 0,60F pour 1F
- de panneaux publicitaires de la maison Decaux de plus en plus envahissants sous prétexte de signalisation
- de deux sociétés chargées des bus : la CTB, qui gère localement le service et le Transexel (2), société nationale, filiale d'un groupe dépendant du baron Empain et de Parisbas, qui empêche les bénéficiaires (15% des 92 mil-

lions d'AF versés en 1976 par la municipalité) qui doit, elle, financer matériel et «déficit» : officiellement 26 F par an et par habitant - d'un magnifique système électronique de régulation installé par Thomson CSF mais qui n'a jamais marché. Coût : près d'un milliard d'anciens francs.

Comme on le voit, tout cet argent n'est pas perdu pour tout le monde !

(1) aujourd'hui il s'est mis à son compte pour exporter le matériel bisontin !

(2) la Transexel gère le réseau de Lyon et celui de 16 autres villes dont Dijon, Montbelliard, Montpellier, Perpignan, Caen, Tours, Cherbourg, etc.

LE PS : «VOUS N'AVEZ PAS HONTE DE FAIRE GRÈVE ?»

Les dix jours de grève des chauffeurs de bus de la CTB en octobre ont été marqués par les pressions et les menaces continuelles des notables du PS : Minjoz, (l'ancien maire) et les conseillers généraux, dont Pinard, devenu adjoint au maire, chargé des relations avec le personnel communal ! La municipalité a envoyé les grévistes au tribunal et demandé l'expulsion par les flics.

Finalement, la grève, sous l'impulsion de la CFDT, a permis d'améliorer une situation déjà bien changée par les luttes précédentes : progression des salaires et amélioration des conditions de travail (surtout les horaires). Mais, si l'embauche a continué, le problème de l'emploi reste en suspens avec le risque de licenciement des stagiaires durant leurs douze premiers mois de présence. Ce fut d'ailleurs l'origine de plusieurs luttes.